



RAPPORT ANNUEL 2017



Agence luxembourgeoise pour la
Coopération au développement

**DOSSIER SPÉCIAL
OPTIMUS**

**Décentralisation vers
le terrain**





SOMMAIRE

MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	4
DOSSIER SPÉCIAL OPTIMUS	7
INFORMATIONS GÉNÉRALES	23
ZONES D'INTERVENTION	24
BURKINA FASO	27
CABO VERDE	35
MALI	45
NIGER	57
SÉNÉGAL	73
KOSOVO	87
EL SALVADOR	95
NICARAGUA	99
LAOS	107
MYANMAR	121
VIETNAM	127
AUTRES PROJETS	139
MONGOLIE	141
MAEE	144
AFRIQUE RÉGIONALE	148
RÉCAPITULATIF DES FONDS MIS EN ŒUVRE	150

MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Pour LuxDev, le maître-mot de l'année 2017 a sans aucun doute été « Évolution ». En effet, durant l'année écoulée, notre agence a connu bon nombre de changements, tant au niveau opérationnel qu'organisationnel ou structurel.

La première évolution porte sur ce que l'on pourrait qualifier d'ADN de l'Agence, puisqu'il s'agit ni plus ni moins de l'adaptation de la convention qui lie l'État luxembourgeois à son agence de coopération au développement.

Attentive à son environnement et résolument à l'écoute des mouvances nationales et internationales de la coopération au développement, l'Agence avait pleine conscience que la révision de la convention qui la liait à l'État était devenue nécessaire.

En effet, depuis le lancement de la réflexion et des débats sur l'efficacité de l'aide lors des grandes conférences internationales, de Rome à Nairobi, notre souhait et notre volonté ont toujours été de traduire en actes concrets sur le terrain les engagements politiques pris par notre gouvernement. La révision de la convention s'inscrit dans ce contexte et tient compte des évolutions depuis la signature de la Convention précédente en 2008, notamment pour ce qui est du rôle d'une agence de coopération et de ses responsabilités dans ce nouvel environnement.

Par ailleurs, il convient de noter que le rapport spécial publié par la Cour des comptes le 13 octobre 2016 a eu un rôle de catalyseur et a fourni des arguments en faveur de la concrétisation de la révision de la convention. Dans son rapport, la Cour des comptes indiquait que la convention de 2008 devait être adaptée aux changements intervenus dans le domaine de la coopération au développement et surtout aux nouveaux engagements pris par l'État au niveau international.

Durant la phase de révision de la convention, l'OCDE, quant à elle, faisait remarquer dans un rapport édité dans le cadre de la revue des Pairs de la Coopération luxembourgeoise en 2017, que la révision envisagée de la convention et du protocole d'accord entre LuxDev et le Ministère visait à adapter le rôle et le positionnement de l'Agence en réponse au nouveau contexte international y compris en ce qui concerne les dispositions liées aux prestations de services pour bailleurs tiers. Selon l'OCDE, cette révision contribuerait à assurer la cohérence entre les interventions, tout en reconnaissant les avantages financiers et d'apprentissage de ces prestations. Le rapport indiquait également que la révision envisagée de la convention de 2008 et du protocole d'accord qui lient le ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE) et LuxDev devrait permettre de renforcer l'approche en matière de gestion des risques du Luxembourg, en particulier sur la question des prestations de services pour autres bailleurs tiers.

C'est finalement en décembre 2017 qu'une nouvelle mouture de la convention a été signée. Cette nouvelle version intègre de multiples changements au bénéfice de la Coopération au développement du Grand-Duché de Luxembourg. Par exemple, l'Agence est dorénavant davantage intégrée dans les différentes étapes d'identification ainsi que dans l'élaboration des stratégies géographiques, sectorielles, thématiques et financières propres à la Coopération luxembourgeoise. D'importantes modifications ont également été apportées au chapitre traitant des activités pour bailleurs tiers.

Au niveau organisationnel et opérationnel, c'est au travers de la mise en œuvre du programme de restructuration « Optimus », auquel ce rapport annuel consacre un dossier spécial (page 7), que l'Agence a connu une importante mutation. Cette réorganisation, qui est aussi indispensable que bénéfique, permettra d'apporter une réponse plus efficace face aux défis de plus en plus complexes du développement et de contribuer ainsi à une meilleure qualité de l'aide, notamment en accentuant la décentralisation des activités de l'Agence. En effet, de par la délégation d'autorité vers ses bureaux pays / régionaux, LuxDev contribue à renforcer les capacités de la Coopération luxembourgeoise à s'impliquer activement dans les mécanismes de coordination locaux et européens. De plus, ces efforts contribuent à réduire les coûts de transaction de la coopération auprès des pays partenaires et à améliorer l'efficacité des programmes.

Il est à noter que sur le plan financier, malgré tous ces processus de transformation, l'année 2017 restera dans les annales comme un exercice exceptionnel. En effet, pour la première fois de son histoire, LuxDev a dépassé le seuil des 100 000 000 EUR de déboursement.

La clarification des relations entre le MAEE et LuxDev ainsi que l'implication accrue de l'Agence lors de l'identification des Programmes indicatifs de coopération qui, par ailleurs, constituent un impact positif sur la qualité de la programmation et la cohérence entre les différents volets des programmes dans les pays prioritaires, ne sont certainement pas étrangères à cet excellent résultat.

Un autre facteur non-négligeable est sans conteste le renforcement de la gestion des connaissances de l'Agence au travers de l'utilisation systématique des évaluations, la création de plateformes d'échanges et le développement d'une culture d'apprentissage. En effet, la stratégie de gestion des connaissances de LuxDev, qui intègre la production de connaissances dans ses processus de planification, suivi et gestion des performances individuelles, participe activement au renforcement de l'expertise de l'Agence.

Finalement les membres du Conseil d'administration ainsi que la direction de LuxDev tiennent à souligner que la sécurité des collaborateurs de l'Agence leur tient particulièrement à cœur. Sachant que nous sommes appelés à œuvrer dans un certain nombre de pays à caractère instable, il convient d'assurer une veille permanente et faire en sorte que les mesures de sécurité soient actualisées et adaptées en fonction de la situation sécuritaire. Il va sans dire que l'Agence et le ministère des Affaires étrangères et européennes collaborent en étroite concertation dans ce contexte difficile.

En conclusion, c'est avec un certain optimisme et convaincu de la motivation de l'ensemble de nos collaborateurs que nous nous tournons vers l'avenir, plus enclin que jamais à relever avec succès les nombreux défis qui nous attendent.



Étienne REUTER
Président du Conseil
d'administration



Gaston SCHWARTZ
Directeur général



DOSSIER SPÉCIAL

OPTIMUS

OBJECTIFS ET CONTEXTUALISATION
MÉTHODOLOGIE
MISE EN PLACE

SOMMAIRE

OPTIMUS INTRODUCTION	4
MÉTHODE RASCI	9
RENFORCEMENT DE L'EXPERTISE SECTORIELLE	10
MISE EN PLACE D'UN CONSEILLER PROGRAMME	11
CRÉATION DU DÉPARTEMENT COORDINATION DES AUDITS ET CONTRÔLES	12
NOUVELLE RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE	14
PRÉSENTATION D'UNE STRUCTURE TYPE	16
IMPACT D'OPTIMUS SUR LE TERRAIN EXEMPLE DU CABO VERDE	17

OPTIMUS | INTRODUCTION

POURQUOI AVOIR MIS EN PLACE OPTIMUS ?

En tant qu'agence de développement de l'État luxembourgeois, LuxDev aspire à toujours faire plus, mieux et de façon novatrice, en utilisant des moyens, approches et modalités variés et adaptés aux objectifs de sa mission.

Aujourd'hui, les opérateurs du développement au sens large – y compris les agences bilatérales – se doivent d'inscrire leurs interventions dans un contexte à la fois global (principes d'efficacité de l'aide au développement), européen (division du travail) et national (stratégies sectorielles et thématiques, plan d'action pour l'efficacité de l'aide). Par ailleurs, il leur faut adapter leurs pratiques pour apporter une réponse efficace face aux défis de plus en plus complexes du développement et ainsi contribuer à une meilleure qualité de l'aide.

En tant qu'organisation présente sur quatre continents rencontrant des défis aussi bien internes qu'externes, et afin de s'adapter aux changements que connaît le monde de la coopération au développement, la mise en place d'Optimus était devenu une nécessité.

En effet, après l'établissement d'un diagnostic organisationnel et fonctionnel, qui a par ailleurs aussi recueilli l'avis de la Direction du ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE) et qui s'est intéressé au fonctionnement d'autres structures telles qu'ENABEL (Belgique), ADA (Autriche) et la DDC (Suisse), les constats et recommandations établis ont conduit à l'élaboration du plan Optimus dont l'objectif est d'augmenter l'efficacité opérationnelle de l'Agence tout en rationalisant les tâches de chacun.

Grâce à Optimus, LuxDev poursuit son évolution et ce, notamment en ce qui concerne les fonctions clés du siège et des bureaux pays et régionaux.

OPTIMUS, QU'EST-CE QUE C'EST ?

Optimus est une restructuration en profondeur des modes de fonctionnement de l'Agence en accord avec les objectifs de sa Vision 2020.

“ Nous sommes proches des réalités du terrain, opérationnels et flexibles en respect de nos valeurs. Cela nous permet de nous mettre au service de multiples mandants. ”

Deuxième axe de la Vision 2020

Objectifs structurels de la Vision 2020 :

- redéfinir la répartition des rôles entre le siège et les bureaux décentralisés ;
- renforcer la présence dans les pays partenaires en coordination avec le MAEE ».

Cette restructuration résulte d'un long processus de réflexion, d'études de terrain, d'analyses organisationnelles et de recommandations internes.

Elle se traduit essentiellement par une décentralisation et un transfert de compétences vers le terrain en vue d'améliorer la mise en place des programmes et projets. Particulièrement attentive à maintenir, entre le siège et le terrain, un cadre de communication adéquat, elle s'efforce de garantir un bon flux d'informations envers les bailleurs de fonds.

Il est également primordial pour Optimus de mettre en place une architecture qui permette de trouver un équilibre optimal tant au niveau du contrôle que de la répartition des responsabilités.

Ceci dit, le phénomène de décentralisation n'est pas étranger à l'Agence puisqu'en réalité, il a commencé dès 2003 avec l'instauration des bureaux régionaux (bureaux pays aujourd'hui).

Mais Optimus ne se limite pas seulement à la décentralisation. Il s'agit également de standardiser les structures de l'Agence. Cette homogénéisation a pour vocation de faciliter le contrôle des entités externes mais également d'assurer leur pérennité. En effet, étant donné que LuxDev s'impose une rotation régulière du personnel dirigeant des bureaux pays, l'harmonisation des structures permet de grandement faciliter processus.

Optimus a donc redéfini la répartition des rôles entre le siège et les bureaux décentralisés tout en renforçant les structures dans les pays partenaires afin d'augmenter l'efficacité des activités et de réaliser la mission qui est confiée à LuxDev par le MAEE et d'autres bailleurs.

CADRE GLOBAL, EUROPÉEN ET LUXEMBOURGEOIS

Plusieurs grandes lignes directrices de la coopération internationale ont guidé LuxDev dans la mise en place de son programme Optimus.

On retrouve tout d'abord la déclaration de Rome sur l'harmonisation (2003), qui, depuis plus de 15 ans, amène les partenaires au développement à progressivement faire de l'efficacité leur préoccupation majeure. Un des principes sur lesquels est basé l'agenda de l'efficacité est celui de l'harmonisation qui engage les bailleurs à se coordonner entre eux, à mettre en place des dispositifs communs, à simplifier leurs procédures et à partager l'information. L'Agence s'est inspirée de ce principe, notamment pour le remaniement de responsabilités des différents services et bureaux.

Il y a ensuite la Déclaration de Paris (2005) qui reconnaît que la fragmentation de l'aide nuit à son efficacité, alors qu'une approche pragmatique de la division du travail et du partage des tâches permet de renforcer la complémentarité et de réduire les coûts de transaction. Cette approche a contribué à orienter la révision des méthodologies de travail de LuxDev.



“ NOUS NOUS ENGAGEONS À PRENDRE DES MESURES CONCRÈTES ET EFFICACES POUR LEVER LES OBSTACLES QUI SUBSISTENT, À SAVOIR EN PARTICULIER :

III. LA DÉLÉGATION INSUFFISANTE DE POUVOIR AU PERSONNEL DE TERRAIN DES ORGANISMES DONNEURS ET LE MANQUE D'INCITATIONS DE NATURE À FAVORISER DES PARTENARIATS EFFICACES AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ENTRE LES DONNEURS ET LES PAYS PARTENAIRES. ”

Au niveau européen, le code de conduite sur la complémentarité et la division du travail dans la politique de développement (2007) a lui aussi dirigé LuxDev dans la définition des grands principes prônés par Optimus.

Enfin, sur base des principes du partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement (Accra en 2008, Busan en 2011 et Mexico en 2014), la Coopération luxembourgeoise s'est dotée du « Plan d'action pour l'efficacité du développement (2014-2016) ». Ce dernier, qui vise à renforcer l'efficacité de sa coopération au développement dans les pays partenaires a lui aussi conduit LuxDev vers une restructuration.



NOUS METTRONS L'ACCENT SUR L'OBTENTION DE RÉSULTATS.

23. D) NOUS RENFORCERONS LES INCITATIONS À AMÉLIORER L'EFFICACITÉ DE L'AIDE. NOUS PASSERONS SYSTÉMATIQUEMENT EN REVUE LES OBSTACLES JURIDIQUES ET ADMINISTRATIFS QUI ENTRAVENT LA CONCRÉTISATION DES ENGAGEMENTS PRIS AU NIVEAU INTERNATIONAL DANS LE DOMAINE DE L'EFFICACITÉ DE L'AIDE ET NOUS NOUS EMPLOIERONS À LES SURMONTER. LES DONNEURS S'ATTACHERONT DAVANTAGE À DÉLÉGUER DES POUVOIRS SUFFISANTS AUX BUREAUX SUR LE TERRAIN ET À REVOIR LES DISPOSITIFS ORGANISATIONNELS ET LES INCITATIONS S'ADRESSANT AU PERSONNEL AFIN DE PROMOUVOIR DES COMPORTEMENTS EN ACCORD AVEC LES PRINCIPES POUR L'EFFICACITÉ DE L'AIDE.



부산 세계개발원조총회
**4th High Level Forum
on Aid Effectiveness**
29 Nov.–1 Dec. 2011, Busan, Korea



UNE COOPÉRATION TRANSPARENTE ET RESPONSABLE

25. NOUS NOUS FÉLICITONS DE LA DIVERSITÉ DES ACTEURS DE LA COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT. LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT MÈNERONT LA CONSULTATION ET LES EFFORTS DE COORDINATION POUR GÉRER CETTE DIVERSITÉ À L'ÉCHELON DES PAYS, TANDIS QU'IL INCOMBE AUX FOURNISSEURS D'ASSISTANCE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE RÉDUIRE LA FRAGMENTATION ET DE CONTENIR LA PROLIFÉRATION DES CANAUX DE L'AIDE. NOUS VEILLERONS À CE QUE LES INITIATIVES QUE NOUS PRENONS POUR RÉDUIRE LA FRAGMENTATION N'ENTRAÎNENT PAS UNE DIMINUTION DU VOLUME ET DE LA QUALITÉ DES RESSOURCES DISPONIBLES AU SOUTIEN DU DÉVELOPPEMENT.

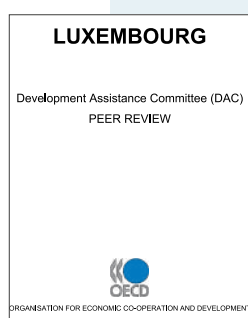
À CETTE FIN :

D) LES FOURNISSEURS DE COOPÉRATION POUR LE DÉVELOPPEMENT INTENSIFIERONT ET ACCÉLÉRERONT LES EFFORTS QU'ILS DÉPLOIENT POUR RÉSOUDRE L'INSUFFISANTE DÉLÉGATION DE POUVOIR À LEUR PERSONNEL PRÉSENT SUR LE TERRAIN. ILS EXAMINERONT TOUS LES ASPECTS DE LEURS ACTIVITÉS, Y COMPRIS LA DÉLÉGATION DE LA COMPÉTENCE FINANCIÈRE, LA QUESTION DU PERSONNEL, AINSI QUE LES RÔLES ET RESPONSABILITÉS RELATIFS À LA CONCEPTION ET À LA MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES; ILS PRENDRONT DES MESURES POUR REMÉDIER AUX BLOCAGES QUI SUBSISTENT.



Il est à souligner que des recommandations allant dans le même sens ont à plusieurs reprises été formulées par l'OCDE.

“ Extrait du rapport de l'examen 2008 du Comité d'aide au Développement par les Pairs sur la Coopération luxembourgeoise



- le Luxembourg devra s'engager vers une décentralisation progressive, afin de pouvoir mieux mettre en œuvre les dispositions relevant de la Déclaration de Paris ;
- si Lux-Development a effectivement procédé à une déconcentration poussée de tous ses processus vers ses bureaux régionaux, la délégation de compétences aux agents sur le terrain est très limitée - la division du travail entre les services centraux et les services sur le terrain fait remonter presque toutes les décisions au Luxembourg et le bureau ne joue pour l'essentiel qu'un rôle de mise en œuvre. S'il est vrai que, dans le cas du Luxembourg, la décision ne semble pas être un processus lourd impliquant des délais importants, ce pays devrait néanmoins envisager de mettre en place une décentralisation effective, avec notamment la délégation du pouvoir de décision pour accorder des fonds d'aide publique, négocier des accords et réaliser des transactions financières. Une décentralisation plus poussée pourrait ainsi contribuer à un renforcement des capacités locales, du bureau et des partenaires, et serait plus efficace si un système de gestion axé sur les résultats était mis en place.

“ Extrait du rapport de l'examen 2012 du Comité d'aide au Développement par les Pairs sur la Coopération luxembourgeoise

- une plus forte décentralisation renforcerait la qualité d'exécution des programmes.

“ Extrait du rapport de l'examen 2017 du Comité d'aide au Développement par les Pairs sur la Coopération luxembourgeoise suite à l'implémentation d'Optimus



- au travers du programme Optimus 2016, LuxDev est en train d'améliorer son efficacité opérationnelle en redéfinissant les modalités et délégations d'autorité vers les bureaux régionaux. Ainsi, le programme prévoit une harmonisation de la structure type des postes clés sur le terrain qui permettra de rationaliser les mécanismes de prise de décision. Certaines fonctions de terrain vont également voir leur responsabilité accrue en matière de saisies comptables (contrôle préalable). Par ailleurs, le transfert des processus métiers aux bureaux régionaux va permettre d'améliorer les processus d'identification et de formulation au plus près des besoins des pays partenaires.
- conformément aux recommandations du dernier examen par les pairs, le Luxembourg a renforcé sa capacité à mener à bien son programme de coopération par l'ouverture de nouveaux bureaux sur le terrain au Niger et au Mali et en améliorant ses outils de gestion des ressources humaines, par exemple en clarifiant les fiches de poste des personnels. LuxDev a de son côté redéployé stratégiquement ses effectifs et tente, avec le plan de réorganisation Optimus 2016, d'améliorer encore son efficacité opérationnelle.

MÉTHODE RASCI

ANALYSES PRÉALABLES À L'IMPLÉMENTATION D'OPTIMUS

Avant de se lancer dans la mise en place d'Optimus, LuxDev a procédé à diverses analyses. L'une des principales méthodes d'analyse utilisées s'appelle la méthode RASCI.

Cette méthode s'appuie sur une matrice des responsabilités qui indique les rôles et les responsabilités des intervenants au sein de chaque processus d'activité.

Dans le cadre d'Optimus, la méthode RASCI a essentiellement porté sur l'analyse des processus et l'affectation optimale des tâches entre le Terrain et le Siège.

L'élaboration du tableau de responsabilités qui favorise la discussion et clarifie l'attitude nécessaire pour la réalisation des actions et décisions a permis de définir le rôle et les responsabilités de chaque acteur :

- quels sont les membres opérationnels du projet et leurs tâches respectives ;
- qui est l'unique décideur ;
- quels sont les acteurs qui peuvent être sollicités comme conseils ou en support ;
- quelles sont les personnes qui doivent être informées.

Responsible Accountable Support Consulted Informed

Le **R** réalise l'action. Il y a au moins un R pour chaque action. Le A est responsable de l'organisation du travail du R. Si le R ne remplit pas ses objectifs, le A reste responsable de la situation.

Le **A** est celui qui doit rendre des comptes sur l'avancement de l'action. Il y a toujours un A et qu'un seul A pour chaque action. Se voir attribuer un A signifie être totalement responsable d'une action.

Les **S** sont des acteurs qui sont en support des R et/ou des A. Il n'y a pas d'obligation de les consulter mais il y a obligation de réponse s'ils sont consultés. Les S n'ont pas d'autorité. C'est le A qui décide de prendre en compte ou non l'avis des S.

Les **C** sont des acteurs qui doivent être consultés. Il y a obligation de les consulter et obligation de réponse. Sur consultation des A et/ou des R, ils donnent un avis sur les sujets où ils sont experts. Les C n'ont pas d'autorité. C'est le A qui décide de prendre en compte ou non l'avis des C.

Les **I** sont les acteurs qui doivent être informés. Ils sont normalement impliqués ou concernés par le projet/domaine/processus comme utilisateurs, responsables périphériques, etc. Il n'y a pas d'obligation de réponse.

Exemple de matrice RASCI

Tâche \ Personne en charge	Conseiller technique principal	Assistant technique international	Partenaire	Unité finances
échange avec la partie nationale	R/A	C	C	
préparation des données financières	S	S	S	R
note de révision	R/A	S	C	
approbation A	R	S	S	S

RENFORCEMENT DE L'EXPERTISE SECTORIELLE

UNE EXPERTISE SECTORIELLE BASÉE AU SIÈGE EN APPUI AU TERRAIN

Dans le cadre d'Optimus, les procédures permettant d'avoir recours aux experts ont été revues. Si dans le passé, l'expertise était rattachée au département Qualité, elle est aujourd'hui regroupée au sein du département Programme. Cette migration accompagnée de modifications dans les processus d'interventions permet à la fois de garantir une plus grande proximité avec le terrain et une meilleure visibilité de leur travail.

DOMAINES D'EXPERTISE DES EXPERTS DE L'AGENCE



Développement local



Genre



Formation professionnelle



Monitoring



Environnement et changement climatique



Gestion de finances publiques et renforcement des capacités

OBJECTIFS DU TRAVAIL DES EXPERTS

L'objectif global de nos experts sectoriels est de contribuer à une mise en œuvre performante, pertinente, efficiente, efficace et durable des interventions confiées à LuxDev.

Les objectifs spécifiques, quant à eux, sont au nombre de trois et reposent sur :

- la mise à disposition des équipes de terrain, d'informations techniques et scientifiques pertinentes en termes de cadre normatif, de stratégies et d'approches, ainsi qu'en termes de bonnes pratiques issues du travail de veille, d'innovation, de collecte d'information et d'échanges internes et avec les pairs ;
- l'assurance d'un appui/conseil aux équipes de terrain sur les domaines d'intervention prioritaires et stratégiques, validés collectivement ;
- l'appui, dans chaque domaine d'expertise, de la formation continue des collaborateurs en accord avec les besoins de la mise en œuvre des mandats.

DESCRIPTION DES TÂCHES ET RESPONSABILITÉS DES EXPERTS

Le descriptif des tâches et responsabilités des experts suit une procédure qui se décline en trois phases.

La première, s'effectue au travers d'une veille sectorielle qui permet de collecter les informations. Pour ce faire, l'expert va effectuer un suivi des enjeux et évolutions de son secteur au niveau national, au niveau des pays partenaires ainsi que d'un point de vue international au sens large. À côté du suivi des enjeux et évolutions, l'expert va également identifier et répertorier les leçons apprises, et ce, aussi bien celles issues de l'environnement interne de l'Agence que celles provenant de l'extérieur (networking, documentaires, etc.)

La seconde phase, aussi appelée phase de capitalisation, consiste à trier, analyser et valoriser les informations collectées. Il s'agit ici, sur base des informations obtenues lors de la première phase, de faire un travail de référencement et de gestion des connaissances.

La troisième et dernière phase réside, quant à elle, dans la diffusion d'informations adaptées aux besoins du terrain ou du siège. Cette diffusion peut se faire aussi bien de façon générale (cadre normatif) que de façon ad hoc (appui conseil durant la formulation tout comme durant l'exécution de programmes, études sectorielles et thématiques, faisabilité financière et technique, diagnostics organisationnels, renforcement des capacités, etc.), ou encore sous forme de contribution aux actions de formations mises en place par l'Agence.

Il est important de signaler que si les experts LuxDev n'ont pas pour vocation de réaliser la mission d'assistance technique prévue dans les programmes et projets, ils ont cependant un rôle d'accompagnement et d'appui/conseil dans leur domaine de compétence en sus des fonctions de veille, d'analyse, de capitalisation et de formation.

MISE EN PLACE DE CONSEILLERS PROGRAMMES

Un processus de décentralisation ne se penche pas seulement sur les responsabilités à transférer du siège vers le terrain, mais implique également une évolution majeure du rôle et des responsabilités du siège.

Ainsi la Direction des opérations a été remplacée par la Direction des programmes et les cinq conseillers géographiques par deux conseillers programmes. Plus qu'un changement sémantique, il s'agit d'une redéfinition complète du rôle de cette direction, dans la mesure où les activités opérationnelles sont désormais menées sur le terrain, à l'exception de quelques projets gérés à partir du Luxembourg.

Les conseillers programmes illustrent parfaitement ce changement substantiel des rôles. Ils participent à la définition des stratégies et normes au niveau central et sont responsables, chacun, de l'encadrement de deuxième niveau d'une demi-douzaine de pays partenaires et des bureaux pays ou bureaux régionaux correspondants.

Ils ont une importante fonction d'appui aux processus de formulation et de mise en œuvre des programmes et coordonnent dans ce contexte les interventions des experts sectoriels et thématiques du siège. À travers des missions régulières sur le terrain ils effectuent le suivi des programmes qui font partie de leur périmètre de responsabilités.

Maillon clef entre LuxDev et le MAEE, ils garantissent le contrôle qualité des documents produits pour le bailleur et s'assurent du bon flux d'information.

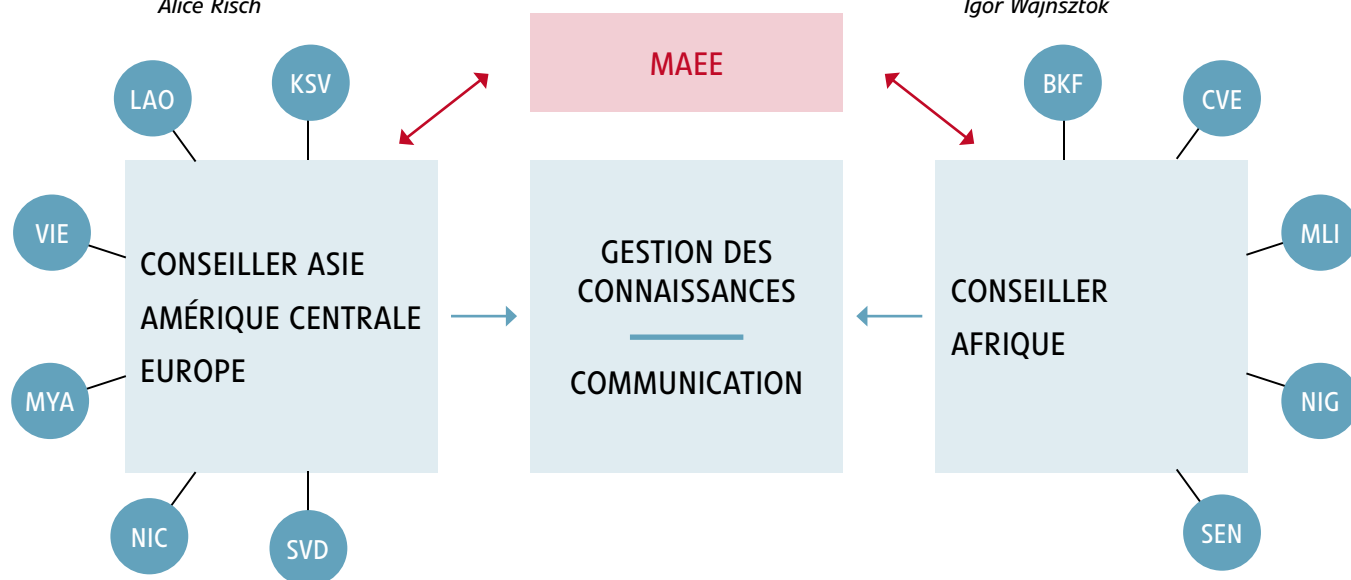
La vision sur un grand éventail de projets et programmes leur permet en outre de participer activement à la gestion des connaissances en promouvant la capitalisation des bonnes pratiques et le partage des leçons apprises. Enfin, en lien avec le département Communication, ils veillent à ce que LuxDev puisse assumer son rôle de redevabilité vers l'extérieur et informer sur les résultats atteints dans le cadre de ses activités.



Alice Risch



Igor Wajnszok



CRÉATION DU DÉPARTEMENT COORDINATION DES AUDITS ET CONTRÔLES



Christopher Marck
Responsable -
Coordination audits et
contrôles

La gestion des risques est l'affaire de tous. C'est un degré de vigilance, une prise de conscience, que l'Agence demande à chaque collaborateur d'adopter dans l'exercice de ses fonctions afin de réduire la probabilité que des risques théoriques se matérialisent et deviennent des risques réels. Depuis ses débuts, l'Agence s'est efforcée de manière générale à réduire son exposition aux risques rencontrés lors de la mise en œuvre des projets et programmes qui lui sont confiés par l'État Luxembourgeois ainsi que par d'autres bailleurs. Pour ce faire, elle se base, depuis ses débuts, sur la fiabilité et le bon sens de ses collaborateurs, sur le contrôle interne, sur les audits externes et sur l'audit interne.

Le plan Optimus a redéfini la répartition des rôles entre le siège et les bureaux décentralisés, notamment à travers une autonomie accrue du terrain. Parmi les responsabilités transférées se trouvent notamment des aspects de contrôle interne, essentiellement de nature « *ex-ante* », c'est à dire des vérifications et validations d'actions avant leur réalisation.

Cette hausse de redevabilité (*accountability*) du terrain en termes de contrôle « *ex-ante* » va de pair avec une hausse des efforts du siège en termes de coordination du contrôle interne, de nature principalement « *ex-post* », c'est à dire des vérifications d'actions après leur réalisation.

C'est dans ce cadre qu'un nouveau département a été créé au siège de l'Agence, le département Coordination des audits et contrôles, dont le champ de contrôle s'étend à tous les processus de mise en œuvre des projets et programmes.

La coordination Audits et contrôles (A&C), composée d'un responsable et de deux assistants, rapporte à la direction Administrative et Financière.

LA COORDINATION
DES AUDITS
EXTERNES DES
PROJETS ET
PROGRAMMES

LA COORDINATION
DES ACTIONS
DE CONTRÔLE
INTERNE EX-POST
DES PROJETS ET
PROGRAMMES

LE SUIVI DES
CONSTATS ET DE
LA BONNE MISE EN
ŒUVRE DES RECOM-
MANDATIONS ÉMISES
LORS DES AUDITS ET
DES CONTRÔLES

Les responsabilités de la coordination A&C s'articulent principalement autour de trois volets :



En ce qui concerne les audits externes des projets et programmes, la Coordination A&C est notamment en charge de la définition, en collaboration avec les bureaux décentralisés et la direction de l'Agence, du plan annuel des audits. Le département gère également les relations avec le siège de l'auditeur externe.

En termes de contrôle interne, le département est chargé de coordonner les actions décidées dans le Plan annuel de contrôle interne ainsi que de servir de support méthodologique à l'ensemble des collaborateurs impliqués dans les activités de contrôle de sorte à assurer un contrôle précis, standardisé et harmonisé quel que soit le projet visé ou le collaborateur effectuant le contrôle.

À ce titre, la Coordination A&C travaille étroitement avec les services du siège et les Contrôleurs administration et finance (CAF) des bureaux décentralisés (fonction également créée par le plan Optimus). La nature des vérifications est de deux types :

- évaluer la permanence et la qualité du contrôle ex-ante réalisé par les représentations pays et/ou sa déclinaison mise en place au niveau pays ;
- vérifier ex-post, les avis et contrôles sur pièces réalisés.

Le troisième volet, le suivi des recommandations, est tout à fait central dans les attributs du département. En effet, les efforts d'audit et de contrôle perdent de leur sens s'ils ne sont pas suivis d'actions concrètes. Selon le type de constat, les actions pourront se présenter tantôt sous forme d'actions de correction nécessitant une mise en conformité rapide, tantôt des mesures systémiques comprenant des revues de procédures ou encore des initiatives de formation et de renforcement des capacités des collaborateurs.

Enfin, l'audit interne sera appelé à évaluer l'efficacité du dispositif et de vérifier que les obligations et devoirs incombant à la Coordination A&C soient conformes aux attentes.

Ainsi, la finalité du nouveau département de Coordination A&C est la bonne complémentarité entre contrôle interne, audit externe des projets/programmes et audit interne, de façon à ce que les divers constats et recommandations, puissent contribuer efficacement à la démarche d'amélioration continue de l'Agence inscrite dans sa Vision 2020.

NOUVELLE RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE

DEPUIS NOVEMBRE 2017 - RÉPARTITION PAR BUREAUX PAYS ET RÉGIONAUX



PRÉSENTATION D'UNE STRUCTURE TYPE

REPRÉSENTATION PAYS

- représentant résident ;
- chargé de programme ;
- contrôleur Administration et Finances ;
- assistant(s) et chauffeur(s).

La représentation assure la coordination générale de la mise en œuvre des programmes.

À ce titre, elle assure la coordination du dialogue avec le MAEE, le siège de l'Agence, les autres bailleurs et les autorités du pays partenaire, elle garantit le respect des normes en application (contrôle interne « ex-ante »).

Transmission
d'informations
pour contrôle

Transmission
d'informations
pour appui-conseil

SERVICES MUTUALISÉS PAYS

- comptabilité finances ;
- infrastructures ;
- assistant technique transversal ;
- administration RH ;
- technologies de l'information (IT) ;
- procédures et contrats d'achat ;
- chauffeurs.

SERVICES MUTUALISÉS CENTRALISÉS AU SIÈGE

EXPERTISE

Échange
d'informations

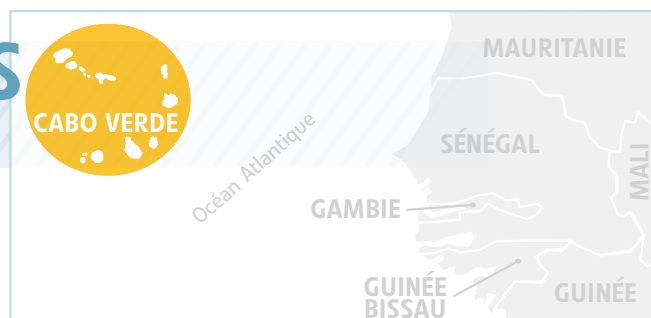
Transmission
d'informations
pour appui-conseil

PROGRAMMES

Programme 1	Programme 2	Programme 3
Conseiller technique principal	Conseiller technique principal	Conseiller technique principal
Assistant technique international	Assistant technique international	Assistant technique international
Assistant technique	Assistant technique	Assistant technique

IMPACT D'OPTIMUS SUR LE TERRAIN

■ Exemple du Cabo Verde



DÉCONCENTRATION ET DÉCENTRALISATION

À l'issue du processus de déconcentration Optimus on peut affirmer que les opérations sont menées sur le terrain et que les rôles du siège sont désormais plutôt de fixer le cap (via la mise à jour de la Vision), d'élaborer la norme et de la faire évoluer (manuel Qualité (MQ)) de conduire les évaluations (internes indépendantes), d'assurer le contrôle interne « ex-post » et de faire procéder aux audits.

Le bureau encadre les opérations sur le terrain. Il a un rôle de représentation, de supervision et d'encadrement des programmes, de coordination, de conseil et parfois d'arbitrage dans les situations les plus complexes.

L'organisation, la répartition des tâches et les descriptions de fonction des collaborateurs du bureau de LuxDev au Cabo Verde (ROF) résultent de la mise en œuvre de cette répartition des tâches affinées à l'issue des analyses RASCI élaborées en 2017 pour l'ensemble des processus.

En application de la décentralisation de la prise de décision au plus près des réalités du terrain en vue de renforcer l'efficacité des interventions, les comités de pilotage des programmes ont vu leurs prérogatives renforcées dans le cadre de la nouvelle convention entre l'État du Grand-Duché de Luxembourg et LuxDev entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

LE BUREAU DE LUXDEV AU CABO VERDE

L'organisation de notre dispositif à Praia suit le schéma de structure harmonisée des bureaux pays de LuxDev tel qu'approuvé par le Comité de direction (COMDIR) en décembre 2017. Il comprend :

- la représentation (ROF);
- le dispositif de services mutualisés (PAG).

La représentation de LuxDev (ROF) compte sept personnes dont un seul expatrié, le représentant résident (RR). Le RR représente le COMDIR et est en contact direct avec les différentes Directions du siège. Le RR est assisté par un chargé de programmes (CP) et un contrôleur administration-finances-passation de marchés (CAF). Il dispose de services généraux d'appui (assistant de direction, comptable, assistant logistique, réceptionniste).

La Plateforme d'appui technique et de gestion (PAG) est un dispositif de services mutualisés dont la mission est de traiter les processus Finances, PDM, RH, IT et logistiques liés à l'exécution des projets et programmes. La PAG est un dispositif produisant des gains substantiels en matière d'efficacité, d'efficience, de transparence et de gestion des risques. En outre, il augmente la disponibilité des assistants techniques internationaux et nationaux (CTP, AT) pour se concentrer sur leur rôle essentiel : apporter un appui-conseil technique aux partenaires nationaux pour le renforcement des capacités. La PAG est administrativement intégrée à la structure du bureau pays et est naturellement placée sous la supervision du représentant résident.

EFFICACITÉ, FLEXIBILITÉ, CONTRÔLE INTERNE SYSTÉMATIQUE

Au plus proche des réalités du terrain, le ROF dispose d'une certaine autonomie de gestion favorisant la flexibilité, condition essentielle pour l'efficacité dans la mise en œuvre des programmes confiés à LuxDev par les différents bailleurs. Le RR dispose d'une délégation de pouvoir spécifique pour s'assurer que les objectifs fixés des projets et programmes soient effectivement atteints et que les éventuels problèmes et faiblesses soient traités. Le ROF a dorénavant un rôle spécifique de contrôle interne, principalement ex-ante, sur l'ensemble des processus de formulation et d'exécution.

COORDINATION OPÉRATIONNELLE

La réalisation de projets et programmes de développement nécessite une intervention coordonnée et cohérente de l'ensemble des acteurs. Dans le cadre de son mandat, le ROF a pour fonction d'assurer une relation quasi permanente en interne avec les projets et programmes, mais également avec le siège de l'Agence pour assurer une exécution des projets et programmes conforme aux attentes du bailleur de fonds et du gouvernement bénéficiaire.

Afin de garantir une articulation forte entre le siège et le ROF, un espace de concertation fonctionne par visio-conférence : le comité de Suivi de la mise en œuvre (SUMO) qui établit un mécanisme formel et régulier de dialogue entre pour le suivi stratégique et opérationnel de la mise en œuvre des projets et programmes. Les sessions virtuelles ont lieu trois fois par an, en amont des réunions de révision des programmes entre l'Agence et le MAEE (en principe janvier/février, mai/juin et septembre/octobre) et selon un calendrier établi de commun accord au début de chaque année. Le SUMO de début d'année peut, selon les cas, être l'occasion du bilan de l'année précédente. Celui de septembre/octobre peut, selon les cas, aborder la planification de l'année suivante.

De même, pour s'assurer que les interventions menées par les projets et programmes soient cohérentes et pertinentes, le ROF est amené à établir des contacts réguliers avec la partie nationale et avec les agences internationales actives dans les secteurs concernés.

APPUI-CONSEIL À L'AMBASSADE

Le ROF est localisé dans le bâtiment de l'Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg. Les deux entités collaborent selon le principe de la complémentarité des rôles et des responsabilités. Dans ce sens, le ROF apporte à l'Ambassade un appui-conseil permanent pour faciliter et renforcer le dialogue politique notamment pour faciliter l'exécution des projets et programmes financés par la Coopération luxembourgeoise.

OUTILS SPÉCIFIQUES

Afin de faire fonctionner cette structure de manière optimale et de garantir son harmonisation par rapport à la norme de travail de l'Agence, le ROF a développé une série d'outils spécifiques qui complètent le cadrage assuré par le MQ :

- manuel de gestion : ne remplace pas le MQ de l'Agence, mais le complète utilement sur la base des éléments spécifiques issus du contexte et de la pratique de LuxDev au Cabo Verde. Le manuel de gestion organise et régit de façon uniforme et cohérente le fonctionnement des programmes/projets de LuxDev au Cabo Verde, et facilite l'apprentissage et la compréhension des processus et des mécanismes de gestion du bureau de LuxDev à Praia. À ce titre, le manuel de gestion est un document de base pour faciliter l'action et optimiser le travail de planification, d'organisation et de communication entre le ROF, la PAG, les programmes/projets, les experts internationaux, nationaux et le personnel en général. Il est dans ce sens conçu pour répondre de façon pratique et concrète aux questions des collaborateurs de LuxDev au Cabo Verde ;
- règlement d'ordre intérieur : présente les dispositions prises en matières sociales et du travail en accord avec la législation nationale ;
- charte informatique : signée par l'ensemble du personnel utilisant le système informatique, elle indique les règles d'utilisation et de fonctionnement du système d'information (SI) de LuxDev (ROF + PAG + Programmes) au Cabo Verde. La Charte définit les dispositifs de stockage et de sécurisation des données. La charte informatique s'est imposée, notamment suite aux audits externes, comme un élément fondamental visant à maîtriser les risques liés à l'utilisation du SI ;
- plan de sécurité : établi par le ROF il permet d'analyser régulièrement les menaces et de définir les réponses adaptées en terme de prévention et de préparation pour diminuer le niveau du risque.

BUREAU CABO VERDE

REPRÉSENTATION (BUREAU PAYS)

Représentant résident
François Bary

Services généraux

Assistante de direction & comptable Helena Amado

Assistante logistique & chauffeur Adilson Gonçalves

Réceptionniste Carlos Moreno

Femme de ménage Maria Tavares

Chargée de programmes
Neia Monteiro

Contrôleur Administration et finances, passation de marchés & responsable ressources humaines
Lany Mandinga

SERVICES MUTUALISÉS

Unité Passation de marchés (PDM)

Responsable PDM Carla Santos

Assistant PDM Inès Pereira

Unité Administration et finances

Responsable admin-fi Arlinda Monteiro

Responsable adjoint admin-fi Iris Rodrigues

Services généraux

Assistant informatique Daniel Fialho

Chauffeur João Gonçalves



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Secteurs



Développement local

Sous-secteurs du
Développement local



Agriculture et sécurité alimentaire



Décentralisation et gouvernance locale



Eau et assainissement



Gestion des ressources naturelles



Divers



Éducation -
formation et insertion
professionnelles



Énergies renouvelables



Microfinance et
secteurs financiers inclusifs



Santé

Thèmes transversaux



Environnement et
changement climatique



Genre



Gouvernance et
développement des capacités

ZONES D'INTERVENTION



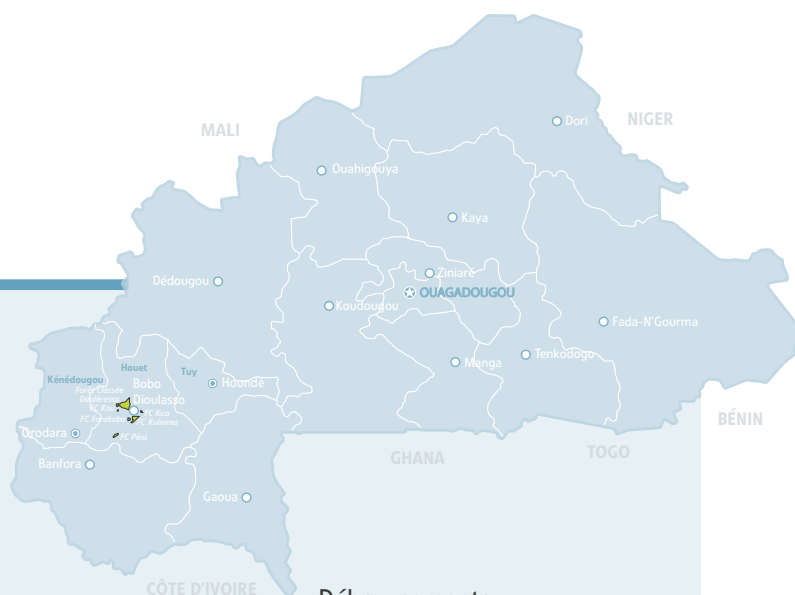


SOMMAIRE

INFORMATIONS GÉNÉRALES	19
BURKINA FASO	21
CABO VERDE	29
MALI	39
NIGER	51
SÉNÉGAL	67
KOSOVO	81
EL SALVADOR	89
NICARAGUA	93
LAOS	101
MYANMAR	115
VIETNAM	121
AUTRES PROJETS	133
MONGOLIE	135



BURKINA FASO



3

PROJETS EN
EXÉCUTION

3 PROJETS EN
FORMULATION

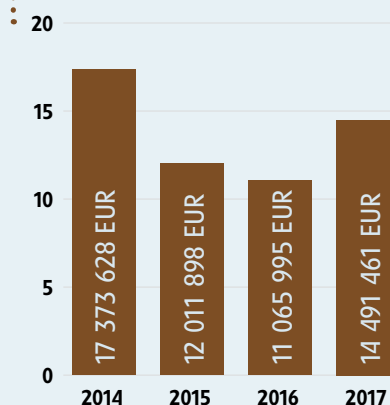
15 COLLABORATEURS
AU BURKINA FASO

14 %

DU MONTANT TOTAL
DES DÉBOURSEMENTS
DE L'AGENCE

14,49 M EUR
MIS EN ŒUVRE
EN 2017

Débursements



Distribution des déboursements par secteurs

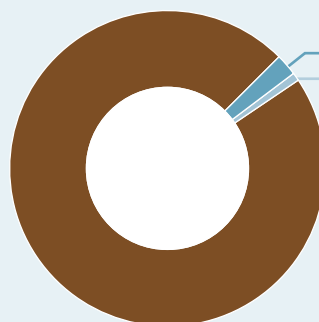


96,70 %
DÉVELOPPEMENT LOCAL

67,43 %



29,62 %



2,37 %

0,93 %





BKF/018

ENSEIGNEMENT ET FORMATION TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES

Ce programme, qui soutient l'opérationnalisation de la politique nationale du pays, a formé environ 30 000 personnes entre 2013 et 2018.

OBJECTIF GLOBAL

ÉLEVER LE NIVEAU DE CONNAISSANCES ET DE COMPÉTENCES DE LA POPULATION ACTIVE ET PLUS PARTICULIÈREMENT DES JEUNES, POUR FAVORISER LEUR INSERTION DANS LES EMPLOIS D'AUJOURD'HUI ET LES MÉTIERS PORTEURS DE DEMAIN AFIN DE STIMULER LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET DE RÉDUIRE LA PAUVRETÉ

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer l'offre de formation professionnelle et l'employabilité des jeunes.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- financement des formations du capital humain en vue de développer des filières économiquement porteuses de croissance et d'emploi ;
- amélioration de l'adéquation formation / emploi par le renforcement des relations fonctionnelles entre les organisations professionnelles et les opérateurs de formation ;
- renforcement des outils et ressources humaines pour orienter et piloter le secteur de la formation professionnelle.



 Budget

10 000 000 EUR

Durée du projet

2012	2013	2014	2015	2016	2017
------	------	------	------	------	------

CHARTRE DE PARTENARIAT

UNE CHARTE DE PARTENARIAT PUBLIC/PRIVÉ
A ÉTÉ ÉLABORÉE AFIN DE :

- favoriser le dialogue entre acteurs du public et du privé ;
- améliorer la qualité des formations délivrées ;
- contribuer à la satisfaction des besoins de compétences des entreprises ;
- développer davantage le partenariat entre les structures de formation et les entreprises ;
- responsabiliser davantage le secteur privé dans le système de formation professionnelle.

12 000
PERSONNES
FORMÉES

41 %
DE FEMMES

40
SPÉCIALISTES
EN INGÉNIERIE
FORMÉS

20
RÉFÉRENTIELS
DE FORMATION
ET DE CERTIFICATION
ÉLABORÉS

CONCEPTION
DE MODULES
DE FORMATION
À LA CARTE

300
ENSEIGNANTS
ET FORMATEURS
FORMÉS



BKF/019

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR FORESTIER DU BURKINA FASO

Ce programme qui soutient la politique nationale du pays dans la mise en place de sa stratégie sectorielle a permis de financer à ce jour des centaines de microprojets portés par de multiples promoteurs.

OBJECTIF GLOBAL

VALORISER DURABLEMENT LES RESSOURCES FORESTIÈRES

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- contribuer à la gestion durable et participative des productions forestières ;
- accroître la contribution du secteur forestier à l'économie nationale et au bien-être des populations ;
- contribuer à la gouvernance environnementale et à la promotion du développement durable ;
- appuyer le ministère de l'Environnement, de l'Économie verte et du Changement climatique en vue d'assurer l'efficacité et l'efficience de l'intervention publique dans le secteur forestier.

197

PROJETS SÉLECTIONNÉS PAR LE
FONDS D'INTERVENTION
POUR L'ENVIRONNEMENT
POUR FINANCEMENT

200

ESPACES DE
CONSERVATION

Mise en place de
groupements de gestion
forestière dans plus
de 200 espaces de
conservation

108 116 ha

FINALISATION DE L'INVENTAIRE DES
ESPACES DE CONSERVATION



 Budget

11 000 000 EUR

Durée du projet

2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
------	------	------	------	------	------	------

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- capitalisation et amélioration des connaissances en matière de gestion de ressources forestières ;
- diversification et accroissement des produits forestiers ;
- renforcement durable des capacités des acteurs du secteur ;
- promotion des filières du bois ;
- valorisation des ressources forestières dans le cadre des marchés carbone ;
- renforcement de la gouvernance environnementale et du développement durable ;
- appui des projets du secteur en matière d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques ;
- renforcement des capacités du ministère de l'Environnement, de l'Économie verte et du Changement climatique ;
- création du fonds d'intervention pour l'environnement ;
- renforcement durable des capacités des acteurs du secteur forestier.



FILIÈRE
BOIS
ÉNERGIE

} Finalisation des études sur la filière bois énergie en vue de produire les schémas d'approvisionnement des grands centres urbains

17

ÉLABORATION
DES PLANS
D'AMÉNAGEMENT
DE 17 CHANTIERS

DIVERSITÉ
BIOLOGIQUE

ACTUALISATION
DE L'ÉTUDE
EXHAUSTIVE
DE LA DIVERSITÉ
BIOLOGIQUE

Le projet intervient via les leviers de développement technologique, institutionnel et organisationnel. Cette démarche lui permet :

- d'accéder de manière indépendante au réseau mondial internet et de désenclaver le pays;
- d'opérationnaliser les cyber-stratégies adoptées;
- d'accompagner la création et la pérennisation de l'Agence nationale de promotion des technologies de l'information et de la communication (ANPTIC).

OBJECTIF GLOBAL

**AMÉLIORER LA DISPONIBILITÉ, L'EFFICACITÉ ET L'ACCESSIBILITÉ
DE L'OFFRE DE SERVICES DE COMMUNICATION ÉLECTRONIQUE
SUR TOUTE L'ÉTENDUE DU TERRITOIRE**

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer la qualité, la fiabilité et l'accessibilité des infrastructures de communications de l'administration pour faciliter la transformation structurelle de l'économie visée par le plan national de développement économique et social 2016-2020.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- mise en œuvre des projets et programmes de développement des Technologies de l'information et de la communication (TIC);
- mise en place d'une infrastructure renforcée par satellites, RESINA+, cohérente avec le programme d'appui au renforcement des infrastructures de communication, qui couvre les besoins sectoriels des appuis du BKF/021 dans 42 chefs-lieux de provinces.



 Budget

22 300 000 EUR

Durée du projet

2017	2018	2019



Installation d'une première station satellite à Gaoua et préparation pour installation début 2018 de 4 stations satellite de Bobo Dioulasso, Tenkodogo, Ouagadougou et Dori.



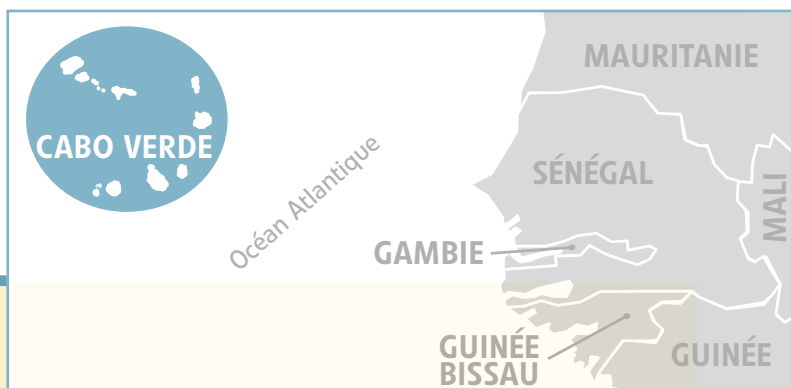
**TERMES
DE RÉFÉRENCE**
ÉLABORATION
DES TERMES
DE RÉFÉRENCE
RÉPONANT
PARFAITEMENT
AUX BESOINS
DE L'ANPTIC

ATTRIBUTION DE CONTRAT

ATTRIBUTION DU CONTRAT PERMETTANT D'APPUYER L'ÉLABORATION DE LA STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DE L'ANPTIC



CABO VERDE



4

→ 39 COLLABORATEURS
AU CABO VERDE

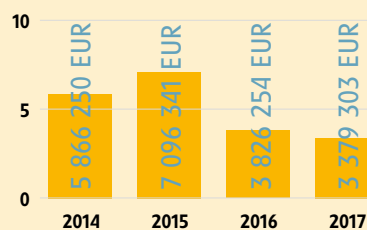
PROJETS EN
EXÉCUTION

3%

DU MONTANT TOTAL
DES DÉBOURSEMENTS
DE L'AGENCE

3,38 M EUR
MIS EN ŒUVRE
EN 2017

Débursements

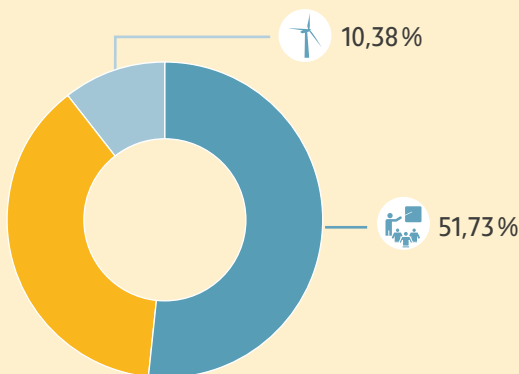


Distribution des déboursements par secteurs



37,89%
DÉVELOPPEMENT LOCAL

37,89%





CVE/081

EMPLOI ET EMPLOYABILITÉ

Le programme emploi et employabilité (CVE/081) contribue à l'évolution du secteur de l'enseignement technique et la formation professionnelle, au renforcement des processus d'employabilité, ainsi qu'au développement des compétences et des ressources humaines en renforçant les mécanismes de coordination et la gouvernance du secteur, en appuyant le renforcement des capacités, en faisant évoluer le dispositif vers une offre formative mieux axée sur les demandes du secteur productif et en appuyant les efforts de décentralisation vers l'ensemble des îles de l'archipel.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À L'INSERTION PROFESSIONNELLE DE LA POPULATION DU CABO VERDE, EN PARTICULIER DES JEUNES ET DES FEMMES

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer l'employabilité des bénéficiaires de la formation professionnelle, en particulier celle des jeunes et des femmes.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement de la gouvernance et des capacités des acteurs du secteur éducation – formation – emploi (EFE);
- amélioration de l'adéquation entre les offres de formation et les exigences du marché du travail;
- augmentation de la viabilité technique et financière des institutions publiques du secteur EFE, des organisations du secteur privé et de la société civile.



 Budget

10 000 000 EUR

Durée du projet

2016

2017

2018

2019

2020

FAITS MARQUANTS

- 54 organisations ont été répertoriées au niveau national dans le cadre d'un recensement des entités agissant pour la formation et l'insertion professionnelle ;
- deux réseaux locaux de travail sur la promotion de l'emploi et employabilité ont été créés ;
- un processus de dialogue social entre le secteur public, secteur privé, syndicats et société civile, centré sur les questions d'emploi et employabilité a été lancé ;
- 60 dirigeants et cadres techniques du secteur EFE provenant de neuf pays lusophones ont suivi une formation sur les techniques d'intermédiation et d'insertion professionnelle ;
- une stratégie sur l'Égalité de genre a été élaborée ;
- plus de 300 cadres du secteur ont été formés, sur base de plusieurs modules de formation, en programmation, gestion et suivi de projets ;
- les besoins en formation du secteur énergie et maintenance industrielle, ainsi que du secteur de l'Hôtellerie-restauration et tourisme, ont été définis ;
- un cadre juridique, établissant le régime juridique du Système national de qualifications et régissant son dispositif de coordination a été approuvé ;
- 44 guides de montagne ont été formés sur les îles de Fogo et Santo Antão ;
- l'École d'Hôtellerie et de Tourisme a été appuyée dans la mise en place d'un Pôle de formation sur l'île de Sal ;
- plus de 20 représentants d'associations et ONG de Santo Antão ont été formés dans les domaines du tourisme rural et communautaire et deux projets pilotes ont été identifiés afin d'appuyer l'insertion professionnelle et la création d'emploi.



L'accès à un assainissement adéquat ainsi que l'amélioration de l'approvisionnement en eau ont toujours fait partie des axes prioritaires de la Coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et Cabo Verde. Des résultats significatifs ont été obtenus en matière de gestion de ressources hydriques, d'appui à la création et au renforcement des services municipaux d'eau et de promotion de l'assainissement autonome. Plus récemment, la coopération a permis d'amorcer et conduire une véritable réforme du secteur.

OBJECTIF GLOBAL

AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET DE L'ASSAINISSEMENT POUR LES POPULATIONS DU CABO VERDE

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- améliorer la soutenabilité financière du secteur ainsi que la production de données de suivi sectoriel ;
- améliorer la performance commerciale et l'efficacité énergétique des entreprises de fourniture de services d'eau potable et d'assainissement sur quatre îles, sur trois îles, à savoir Santiago, Fogo, Brava et Maio ;
- améliorer quantitativement et qualitativement les services fournis par les institutions responsables de l'assainissement.

**AMÉLIORATION DE L'EFFICIENCE ÉNERGÉTIQUE D'ÁGUABRAVA AVEC DES ACTIONS SOLIDES DE MANUTENIONS DES INFRASTRUCTURES ET ÉQUIPEMENTS****INSTALLATION D'UN SYSTÈME PHOTOVOLTAÏQUE DANS LA STATION DE POMPAGE DE SANTO ANTÃO, À FOGO****-33%**

Réduction moyenne de la consommation d'énergie électrique en 2017 par rapport aux années précédentes



 Budget

8 300 000 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020
------	------	------	------	------

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement des capacités du secteur à mobiliser les investissements externes et les recettes internes ;
- renforcement des capacités de l'Agence nationale de l'eau et de l'assainissement (ANAS), de l'Agence de régulation économique (ARE) et des entités de gestion dans la collecte, le traitement et l'analyse des données ;
- amélioration de l'efficacité énergétique des systèmes d'approvisionnement en eau ;
- amélioration la performance commerciale des opérateurs de service d'eau potable ;
- amélioration de la qualité de l'eau potable ;
- appui au secteur pour la mise en œuvre de la régulation légale et contractuelle du secteur ;
- amélioration des capacités de l'ANAS et des municipalités dans l'appui-conseil, la planification et le suivi-contrôle de l'assainissement ;
- amélioration des capacités des municipalités et des entreprises inter-municipales dans la gestion de services d'assainissement ;
- promotion des méthodologies les plus prometteuses expérimentées avec succès, notamment dans le cadre des programmes PromoSan (réhabilitation des infrastructures d'eau et assainissement au milieu scolaire) et des écoles promotrices de la santé.

CRÉATION DU FONDS ROTATIF POUR LE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT

AUTRES FAITS MARQUANTS

- le renforcement du système de suivi du secteur avec la production du premier rapport annuel des services de l'eau et l'assainissement du Cabo Verde (RASAS-CV 2016) ;
- amélioration de l'efficacité commerciale d'Águabrava grâce à l'acquisition de 2 500 micro-compteurs qui contribuent à la baisse du niveau de pertes commerciales de l'entreprise intermunicipale (gain estimé de 30 000 EUR / an) ;
- le renforcement des compétences des opérateurs en matière de contrôle de la qualité de l'eau ;
- l'élaboration du plan annuel 2018 de l'ANAS pour l'assainissement et le renforcement des capacités de son personnel.



CVE/083

ÉNERGIES RENOUVELABLES

C'est la première fois que les énergies renouvelables (ER) font partie des axes prioritaires de la coopération entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Cabo Verde. Si auparavant la préoccupation première était l'approvisionnement en énergie, aujourd'hui ce sont les questions liées à la durabilité du secteur électrique, à l'accès à l'énergie dans des localités plus reculées ainsi que celles liées à la réduction des tarifs de l'électricité qui préoccupent le pays.

OBJECTIF GLOBAL

AMÉLIORER L'ACCÈS DE LA POPULATION À UNE ÉNERGIE PROPRE, FIABLE, DURABLE, MODERNE ET À UN PRIX ABORDABLE TOUT EN ASSURANT UNE AUGMENTATION CONSÉQUENTE DE L'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer la gouvernance, la régulation et les conditions d'affaires du secteur des énergies renouvelables (ER) au Cabo Verde.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement de la gouvernance du secteur des ER ;
- amélioration de la capacité de mobilisation de fonds pour le secteur des ER.

ÉLABORATION
D'ÉTUDES
DIAGNOSTIQUES
PRÉALABLES DES
PARTENAIRES

 Budget

4 500 000 EUR

Durée du projet

2016

2017

2018

2019

2020



Signature du protocole d'accord permettant le démarrage effectif du programme.



Réalisation d'un séminaire de travail avec les techniciens de la Direction nationale de l'Énergie, l'industrie et du commerce qui a débouché sur un plan d'action avec des interventions concrètes en vue de rendre opérationnels les marchés des producteurs indépendants et du régime pour la micro-production.



CVE/881

RENFORCEMENT DE L'ANCRAGE RÉGIONAL DU CERMI

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un programme plus vaste, le programme d'actions en faveur de l'Afrique de l'Ouest, financé par le 11^e Fonds européen de développement, intitulé « Amélioration de la gouvernance du secteur de l'énergie en Afrique de l'Ouest (AGoSE-AO) ».

OBJECTIF GLOBAL

AMÉLIORER LA GOUVERNANCE RÉGIONALE DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE AFIN DE PERMETTRE AUX ÉTATS OUEST-AFRICAINS D'ATTEINDRE LES TROIS OBJECTIFS DE SE4ALL À L'HORIZON 2030, À SAVOIR :

- ASSURER UN ACCÈS UNIVERSEL AUX SERVICES ÉNERGÉTIQUES MODERNES ;
- DOUBLER L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE AFIN DE DIMINUER LA CONSOMMATION TOTALE D'ÉNERGIE ;
- DOUBLER LA PART DES ÉNERGIES RENOUVELABLES DANS LE MIX ÉNERGÉTIQUE MONDIAL.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer les capacités des acteurs du secteur de l'énergie afin qu'ils puissent remplir leurs missions.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- mettre en place et exécuter des plans de formations de formateurs, provenant des 16 pays d'Afrique occidentale, dans les différents domaines liés au développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique ;
- accompagner la transformation du CERMI en un centre de compétences régional.



 **Budget**
2000 000 EUR

Fonds européen de
Développement
(PIR pour la CEDEAO)

Durée du projet

2017	2018	2019	2020
-------------	------	------	------

RECRUTEMENT
D'UN RESPONSABLE
DE PROJET

ACQUISITION
D'UN MINIBUS
PERMETTANT D'ASSURER LE
TRANSPORTS DES
CANDIDATS



© CERMi 2016 - Palmarejo Grande, Praia



MALI



MAURITANIE

ALGÉRIE

NIGER

BURKINA FASO

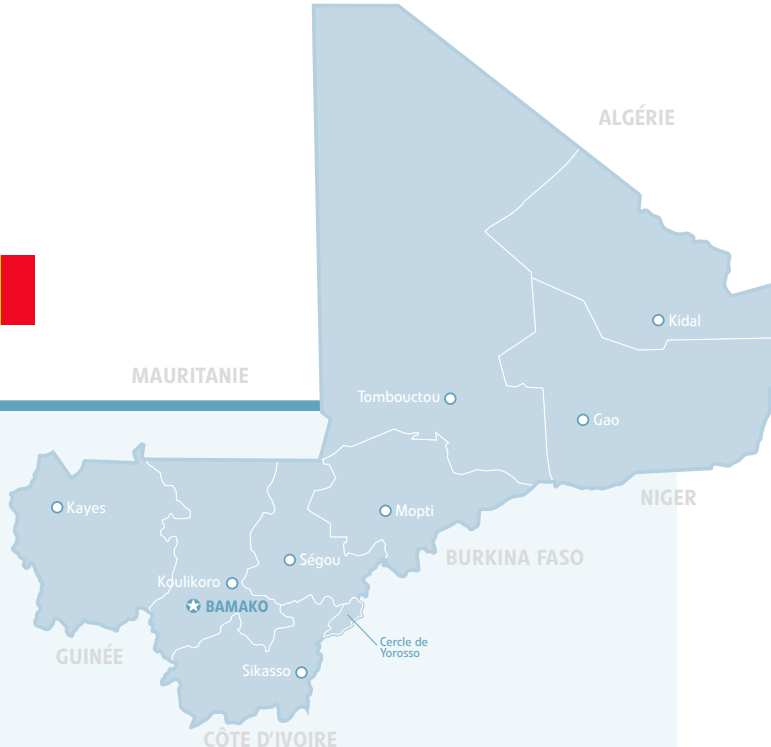
GUINÉE

CÔTE D'IVOIRE

6

→ 99 COLLABORATEURS
AU MALI

PROJETS EN
EXÉCUTION

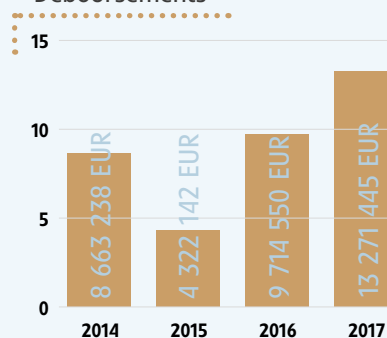


13 %

DU MONTANT TOTAL
DES DÉBOURSEMENTS
DE L'AGENCE

13,27 M EUR
MIS EN ŒUVRE
EN 2017

Débursements



Distribution des déboursments par secteurs



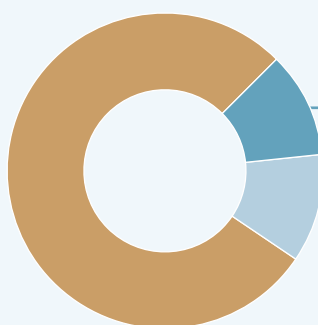
78,43 %

DÉVELOPPEMENT LOCAL

32,69 %

28,02 %

17,72 %





MLI/021

DÉVELOPPEMENT RURAL ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Ce programme cible 210 organisations de producteurs et 100 moyennes et petites entreprises, et intervient sur les filières du riz, du fonio et du sésame. Il s'efforce d'accompagner et de renforcer les acteurs locaux et les services de l'État en harmonie avec les politiques et stratégies sectorielles menées au niveau national et régional, tout comme au niveau des cercles* et communes. C'est un programme de structuration des chaînes de valeur agricoles en privilégiant les acteurs dès la production d'entrants jusqu'aux consommateurs finaux des produits transformés. Le programme s'articule autour d'une démarche de promotion du marché en valorisant davantage les débouchés commerciaux pour les trois filières dans une dimension de partenariat public privé.

OBJECTIF GLOBAL

DIVERSIFIER ET RENFORCER DURABLEMENT LES SOURCES DE REVENUS AGRICOLES ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Développer et d'intensifier la productivité, la durabilité et la rentabilité de trois filières agricoles (riz, fonio, sésame).

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- le développement des filières du sésame et du fonio à travers 110 organisations de producteurs et 50 micro et petites entreprises ;
- l'amélioration la sécurité alimentaire et ce notamment grâce au développement de la filière rizicole ;
- contribution à l'atteinte des résultats environnementaux et climatiques des politiques et stratégies agricoles ;
- favoriser l'investissement et l'environnement économique en vue d'un développement optimal des filières.



100 }

organisations paysannes soutenues produisant du riz

 Budget

17 767 383 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019

550_{ha}

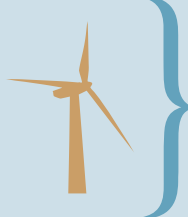
DÉMARRAGE
DES TRAVAUX
D'AMÉNAGEMENT
DE 550 ha DES BAS-FONDS
POUR LA RIZICULTURE

57

Démarrage des travaux
de construction de
57 magasins pour
le stockage et la
commercialisation
des produits agricoles



Prise de contact avec
les bénéficiaires en
vue d'élaborer un
diagnostique



Mise en place d'un dispositif
opérationnel pour la prise en
compte de l'environnement et
du changement climatique par
la signature d'une convention
avec un consortium d'ONG

CONCEPTION
ET FABRICATION
D'ÉQUIPEMENT
DE RÉCOLTE
ET POST-RÉCOLTE
POUR LES 3 FILIÈRES

ANALYSE DES RISQUES
SANITAIRES DES ALIMENTS
ISSUS DES 3 FILIÈRES



MLI/022

FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLE

Bien qu'ayant connu des progrès importants en matière d'évolution de son taux brut de scolarisation, le système éducatif malien est aujourd'hui confronté à des défis majeurs : le maintien des effectifs et le développement des infrastructures pour augmenter l'accès et la qualité des enseignements. La mauvaise qualité et la faible efficacité des formations existantes soulignent le manque d'adéquation des compétences aux besoins du secteur productif et rendent complexe le défi de l'insertion professionnelle.

OBJECTIF GLOBAL

SOUTENIR LA CRÉATION D'EMPLOIS EN PRIORITÉ POUR LES FEMMES ET LES JEUNES AINSI QUE POUR LES ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Accroître les compétences professionnelles adaptées au marché de l'emploi des femmes et des hommes du monde rural.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- amélioration de la structure du secteur de la formation professionnelle pour répondre aux besoins de formation initiale du monde rural ;
- satisfaction des besoins en formation continue du monde rural ;
- renforcement des dispositifs d'appui à l'insertion professionnelle des jeunes en milieu rural.



28

NOUVEAUX OPÉRATEURS
DE FORMATION
PROFESSIONNELLE
HABILITÉS

1000

MAÎTRES
D'APPRENTISSAGE
IDENTIFIÉS
ET FORMÉS

500

JEUNES MIS EN
FORMATION
RÉSIDENTIELLE

3 800

JEUNES MIS EN
APPRENTISSAGE

 Budget

9 961 000 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019

90

Formation pédagogique
de 90 formateurs à
l'Approche par les
Compétences (APC)

10

Mise en place de 10
bureaux de liaison
École - Entreprise

30

GUIDES
D'APPRENANTS
PRODUITS

5

GUIDES
D'APPRENTISSAGE
ADAPTÉS

120

FORMATIONS
MISES EN
ŒUVRE

POUR

3 700

PRODUCTEURS



Depuis 20 ans, l'État malien s'est engagé dans un vaste processus de décentralisation et de déconcentration. Cependant, en dépit d'acquis significatifs, la mise en œuvre opérationnelle n'est pas en phase avec les décisions et ambitions affichées de la décentralisation.

OBJECTIF GLOBAL

RÉUNIR LES CONDITIONS OPTIMALES DU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE TERRITORIAL DANS LE RESPECT DES PRINCIPES DE BONNE GOUVERNANCE TOUT EN S'ALIGNANT AVEC LES POLITIQUES ET STRATÉGIES NATIONALES

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Faire gagner en performance le secteur public et assumer sa redevabilité envers la population rurale.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- promotion des conditions favorables au développement socio-économique et de leur gestion durable ;
- appui institutionnel et organisationnel pour l'élaboration, le pilotage et le suivi des stratégies et politiques de décentralisation et de déconcentration ;
- accompagnement de l'État dans la programmation et la budgétisation de ses appuis à la régionalisation, exercés par les services déconcentrés ;
- optimisation des mécanismes de financement des collectivités territoriales au travers de solutions innovantes.



 Budget

11 238 500 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019

15

PLANS DE DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE
SOCIAL ET
CULTUREL

287

Finalisation des par-
cours d'acquisition de
compétences de 287
agents des Collectivités
territoriales

ÉLABORATION DE
RÉPERTOIRES
RÉGIONAUX DES
CHEFS DE VILLAGE
DESTINÉS À RENFORCER
LA PARTICIPATION
DES AUTORITÉS
TRADITIONNELLES
DANS LES INSTANCES
COMMUNALES

90

MEMBRES
D'ORGANISATIONS
NON ÉTATIQUES
FORMÉS

FORMATION
& COACHING

POUR
25 AGENTS DU
CONSEIL RÉGIONAL

DE SÉGOU
ET DE SIKASSO



Lancement des travaux
de réhabilitation et
d'équipement du
laboratoire de
semences

5

Élaboration et renforcement des
bonnes pratiques en faveur de la
fiscalité locale dans cinq communes
pilotes

30

Réalisation d'une
note méthodologique
pour la constitution
de 30 associations

ACHÈVEMENT DES TRAVAUX
D'EXTENSION DES BUREAUX
DU CONSEIL RÉGIONAL DE
SÉGOU

MISE EN PLACE D'UN
DISPOSITIF DE SUIVI
QUALITATIF DES
FORMATIONS
AU NIVEAU DU CENTRE DE FORMATION
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Pour ce projet, LuxDev est mandatée par la Direction du Développement et de la Coopération suisse pour appuyer le Conseil régional de Sikasso en tant que maîtrise d'ouvrage dans le développement de deux filières locales, à savoir le lait et la pomme de terre.

OBJECTIF GLOBAL

ASSURER UNE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DES REVENUS AMÉLIORÉS TOUT EN S'INSCRIVANT DANS UNE VISION DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL ÉQUITABLE

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Faire gagner en performance le secteur public et assumer sa redevabilité envers la population rurale.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- promotion des conditions favorables au développement socio-économique et de leur gestion durable ;
- appui institutionnel et organisationnel pour l'élaboration, le pilotage et le suivi des stratégies et politiques de décentralisation et de déconcentration ;
- accompagnement de l'État dans la programmation et la budgétisation de ses appuis à la régionalisation, exercés par les services déconcentrés ;
- optimisation des mécanismes de financement des collectivités territoriales au travers de solutions innovantes.



 **Budget** } Coopération suisse
5610548 EUR

Durée du projet
2016 2017 2018 2019

6 505
EXPLOITATIONS
FORMÉES

88

Le programme d'appui aux filières agro-pastorales de Sikasso compte 88 nouvelles organisations

193

PRODUCTEURS RELAIS
FORMÉS

touchant indirectement
environ 1 350 producteurs

CES TROIS PROJETS VONT BÉNÉFICIER D'UNE SUBVENTION ET VOIR LE JOUR

1

Mise en place d'une unité industrielle de transformation de lait local à Sikasso par un entrepreneur privé

2

Essai de production de plants de pomme de terre en partenariat avec des institutions scientifiques rurales

3

Équipement d'un magasin de stockage spécifique, destiné à la conservation des semences produites

33

La fédération régionale des unions de coopératives de producteurs de lait de Sikasso a désormais un siège et de l'équipement. Elle compte également 33 coopératives de plus

Les projets MLI/802 et MLI/803 couvrent 30 communes des régions de Gao et Tombouctou, Taoudéni et Ménaka. Tous les deux prévoient de répondre aux besoins matériels des collectivités en matière d'équipements et réhabilitations des infrastructures socio collectives : écoles, centres de santé, points d'eau, et mairies ; et de relancer les activités à travers le soutien à des projets économiques locaux au bénéfice d'au moins 720 ménages (MLI/802) et 2 400 ménages (MLI/803). MLI/802 ambitionne également de soutenir 3 838 ménages très pauvres par l'octroi de filets sociaux.

OBJECTIF GLOBAL

POURSUIVRE LA STABILISATION DE ZONES POST-CONFLIT CIBLÉES EN ACCOMPAGNANT LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE LOCALE ET L'AMÉLIORATION DES SERVICES RENDUS PAR LES COLLECTIVITÉS

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- relancer de l'économie locale et améliorer le niveau de vie des ménages appuyés ;
- accompagner les collectivités afin qu'elles puissent remplir au mieux leurs missions envers les populations.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- appui des projets économiques locaux contribuant à la relance du tissu économique local ;
- soutien des ménages les plus vulnérables par des filets sociaux (MLI/802 seulement) ;
- comble des besoins matériels les plus urgents (équipement / réparations de bâtiments) des collectivités, nécessaires à leurs missions envers les populations ;
- support des collectivités dans l'exercice de leurs missions en faveur des populations.



 **Budget MLI/802** } Union européenne
5 000 000 EUR

 **Budget MLI/803** } Union européenne
10 000 000 EUR

Durée du projet MLI/802

2016 2017 2018

Durée du projet MLI/803

2016 2017 2018 2019

MLI/802

43

Projets économiques locaux ont été appuyés (agriculture, élevage, pisciculture)

3 839

Ménages appuyés en filets sociaux dont 76 % ont augmenté leur nombre de repas journaliers



En matière d'investissements et appuis matériels aux communes : 33 centres de santé communautaires, 113 écoles, 56 points d'eau, 8 magasins de vivres, 7 parcs à bétail ou vaccination, 12 mairies réhabilitées et/ou équipées

163

Élus et agents communaux ont bénéficié de formations

MLI/803



Identification et validation des besoins en équipements et réhabilitations pour les écoles, mairies, centres de santé et points d'eau

99

Projets économiques locaux identifiés et formulés dans les domaines de l'agriculture, l'élevage, l'artisanat et l'environnement

78

Conventions tripartites de mise en œuvre signées entre les porteurs de projet les maires et le programme



Identification des besoins en formation des élus et agents communaux



NIGER



MALI

ALGÉRIE

LIBYE

TCHAD

CAMEROUN

NIGÉRIA

8

PROJETS EN
EXÉCUTION

➔ **59** COLLABORATEURS
AU NIGER

BURKINA FASO

BENIN

Tillabéri

Niamey

Boboye

Dosso

Tahoua

Tamaské

Dakoro

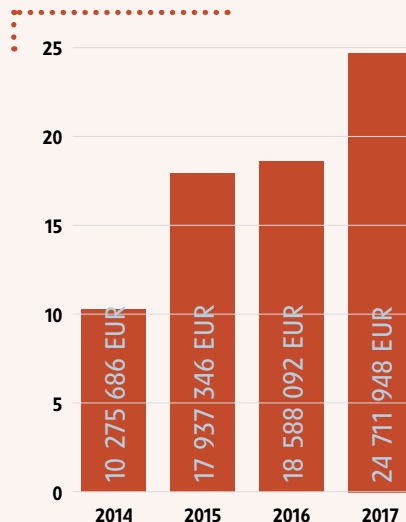
Maradi

Zinder

Magaria

Diffa

Déboursements



25 %

DU MONTANT TOTAL
DES DÉBOURSEMENTS
DE L'AGENCE

24,71 M EUR
MIS EN ŒUVRE
EN 2017

Distribution des déboursements par secteurs



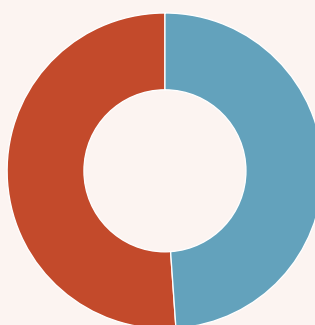
51,49 %

DÉVELOPPEMENT LOCAL

38,55 %



12,94 %



48,51 %





Le programme vient en appui au secteur de l'éducation de base tout en intégrant un processus de décentralisation qui repose sur une communalisation intégrale. Celle-ci permet d'entrevoir de réelles possibilités d'action pour les régions et les communes et constitue pour elles l'opportunité de promouvoir elles-mêmes leur politique éducative. Grâce à un accès à une éducation de qualité, les personnes économiquement et socialement marginalisées augmenteront leurs chances de sortir de la pauvreté. Ce programme contribue également à la dimension du genre en renforçant l'inclusion et la transversalité de l'approche genre dans l'ensemble des interventions du programme.

OBJECTIF GLOBAL

APPUYER LE GOUVERNEMENT NIGÉRIEN DANS SES EFFORTS À GARANTIR L'ACCÈS À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ POUR LES ADULTES COMME POUR LES ENFANTS ÉCONOMIQUEMENT ET SOCIALEMENT MARGINALISÉS

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

Appuyer l'opérationnalisation du programme sectoriel afin d'assurer son ancrage efficace et durable en région :

- pallier les manquements dans la qualité de l'éducation ;
- garantir un meilleur accès équitable à l'éducation de base ;
- contribuer à la dimension du genre.



 Budget

12 000 000 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- amélioration de la gouvernance du système éducatif et renforcement de la redevabilité depuis le niveau central jusqu'aux différents niveaux déconcentrés et décentralisés des régions cibles par les Institutions en charge de l'éducation ;
- renforcement de la qualité des enseignements et des apprentissages ;
- intégration des structures d'éducation formelle du primaire et du secondaire dans les régions cibles par la prise en charge des enfants et jeunes déscolarisés et non scolarisés par les dispositifs alternatifs d'éducation.



Dialogue soutenu et permanent entre les différents partenaires du secteur



Exécution de la convention de délégation de fonds et de mise en œuvre, signée avec les deux ministères en charge de l'éducation de base



Appui à la mise en place des organes du Programme sectoriel de l'éducation et de la formation (PSEF) en région



Appui à l'installation et à la structuration de la Cellule d'appui à la mise en œuvre et au suivi du PSEF



Création du Fonds commun sectoriel de l'Éducation (FCSE) et de ses outils de mise en œuvre



Alors que l'éducation et la formation professionnelle et technique constituait jusqu'en 2010-2011 le « parent pauvre » du système éducatif, ce sous-secteur occupe depuis quelques années une place importante dans la politique du gouvernement nigérien. Il connaît d'ailleurs des progrès importants en matière de capacité d'accueil et d'affectation de ressources. Cependant, les capacités des acteurs à tous les échelons doivent encore être renforcées et la formation professionnelle souffre toujours d'un déficit d'image auprès de la population et surtout des jeunes.

OBJECTIF GLOBAL

APPUYER LE GOUVERNEMENT NIGÉRIEN DANS SES EFFORTS POUR METTRE EN ŒUVRE UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ET DE CROISSANCE INCLUSIVE À LONG TERME EN VUE DE RÉDUIRE LA PAUVRETÉ DANS UN CONTEXTE DE BONNE GOUVERNANCE ET DE SÉCURITÉ ET PAR UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- achever les chantiers engagés ;
- contribuer à apporter une réponse plus adéquate pour le développement de l'emploi et l'insertion économique des jeunes et des jeunes femmes en particulier ;
- assurer un ferme engagement dans le processus de la décentralisation des ressources et des opérations du sous-secteur.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- amélioration de la gouvernance et des capacités de pilotage et de gestion de l'enseignement et formation professionnels et techniques au niveau national, régional et local ;
- amélioration à l'échelle nationale de l'accès des jeunes à une formation diversifiée et en adéquation avec les besoins du marché de l'emploi ;
- amélioration au niveau central et décentralisé de la qualité des dispositifs de formation professionnelle et d'apprentissage.



Durée du projet

	2016	2017
2018	2019	2020

Budget

18 400 000 EUR



Les sessions des huit conseils régionaux ont été consacrées au rôle des parties prenantes dans l'amélioration de la qualité de l'enseignement et formation professionnels et techniques



Allocation des ressources suffisantes pour un programme impliquant 800 jeunes en apprentissage agricole, 1 770 jeunes en formations de courte durée dans le domaine de l'agro-sylvo-pastoralisme et 2 080 jeunes en apprentissage dans les métiers de l'artisanat



Appui à la structuration et la généralisation des dispositifs d'accompagnement des sortants et d'insertion professionnelle dans 50 Centre de Formation Métiers (CFM)



Équipement des centres CFM en matériel pédagogique et matière d'œuvre



Formation technico-pédagogiques des formateurs et encadreurs, à l'utilisation de nouveaux équipements, à la maintenance des équipements en particulier au niveau des CFM



Appui à la mise à disposition des ressources pédagogiques (intrants de formation, manuels) en particulier pour les formateurs et les apprenants des CFM



Formation des Directeurs des 257 CFM sur la Gestion des établissements de Formation



NIG/025

PROGRAMME D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE DURABLE DANS LA RÉGION DE DOSSO, PHASE II

L'intervention de la Coopération luxembourgeoise au Niger et en particulier dans la région de Dosso date du milieu des années 1990. Cette région dispose d'importantes ressources en eau constituées d'eaux souterraines et d'eaux de surface. La région vit principalement de l'agriculture et de l'élevage. L'évolution récente du processus de décentralisation a été marquée par la mise en place du Conseil régional de Dosso qui a développé un plan de développement régional (2016-2020). Ce dernier apparaît comme un cadre approprié de développement de la région en cohérence avec les différentes stratégies nationales.

OBJECTIF GLOBAL

METTRE LA POPULATION NIGÉRIENNE À L'ABRI DES FAMINES RÉCURRENTES, LUI GARANTIR LES CONDITIONS D'UNE PLEINE PARTICIPATION À LA PRODUCTION NATIONALE ET AMÉLIORER SON REVENU

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Augmenter les opportunités économiques pour les jeunes de la région de Dosso dans les métiers liés aux filières agricoles.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement des capacités des acteurs publics et des organisations professionnelles au niveau central pour le meilleur accomplissement de leur mandat ;
- mise en œuvre des facilités régionales d'investissement sur les filières porteuses au profit des projets des jeunes ;
- amélioration de l'adaptation de l'offre d'encadrement, de conseils et de formations aux besoins des projets des jeunes.



Durée du projet

	2016	2017
2018	2019	2020

Budget

13 400 000 EUR



Un guide de pré-visite technique standardisé permettant d'évaluer la faisabilité des projets des jeunes a été élaboré et a permis d'améliorer considérablement la qualité des dossiers de demande de crédit agricole

3 788

jeunes agriculteurs dont 49% de jeunes femmes ont bénéficié d'actions d'information, de formation et/ou de conseil

56 %

DES MISSIONS
DE SUPERVISION
DES AGENTS DES SERVICES
TECHNIQUES
DÉCONCENTRÉS
RÉALISÉS

171

171 projets (dont 43% de projets de femmes) ont été financés depuis le début de l'année sur les fonds mutualisés avec la Coopération suisse



NIG/026

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR EAU ET ASSAINISSEMENT – PHASE III (PASEHA-3)

Programme conjoint Luxembourg / Danemark, il vient en appui au secteur de l'eau et l'assainissement.

OBJECTIF GLOBAL

GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT ET ASSURER UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES EN EAU (ODD 6 EN 2030)

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

« Contribuer à l'amélioration de l'accès des populations aux services d'eau et d'assainissement (PROSEHA, phase 1- 2016 – 2020) par 250 000 personnes additionnelles en cinq ans. »

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- amélioration de l'accès universel, équitable et à un coût abordable à l'eau potable en milieu rural ;
- amélioration de l'accès universel, équitable et à un coût abordable à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats en milieu rural ;
- amélioration de la connaissance, du suivi et de la protection des ressources en eau ;
- amélioration de la gouvernance, renforcement des capacités nationales et participation citoyenne du secteur ;
- amélioration des capacités et systèmes de planification et de gestion administrative financière du ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement tout en assurant l'intégration des principes de la gestion axée sur les résultats ;
- renforcement des dispositifs de coordination sectorielle en vue de les rendre pérennes et opérationnels ;
- amélioration de l'accès à l'eau pour tous les usagers de l'espace pastoral.

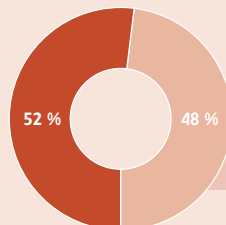



Durée du projet

	2016	2017	2018
2019	2020	2021	2022

Budget

54 236 908 EUR



■ Gouvernement luxembourgeois 
 28 000 000 EUR
 □ Coopération danoise 
 26 236 908 EUR

144

Un plan d'actions prévoyant la réalisation de 144 forages profonds et moyens pour les adductions villageoises et des stations de pompage pastorales a été élaboré et validé

LANCEMENT DE
 L'ÉLABORATION
 D'UN GUIDE DE
 L'ASSAINISSEMENT
 TOTAL PILOTÉ PAR LES COMMUNAUTÉS

8

Des engagements ont été pris pour la réalisation de 8 forages moyens et profonds additionnels au plan d'actions (soit 152 forages au total), la construction de 3 blocs administratifs, la réalisation de 40 puits pastoraux cimentés, la construction des 5 stations de pompage pastorales, l'acquisition de 12 véhicules 4x4, et une maîtrise d'œuvre pour accompagner le MH/A et entreprises dans la réalisation des ouvrages.



NIG/702

PROGRAMME D'APPUI À LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DANS LES RÉGIONS DE DOSSO, MARADI, ZINDER ET DIFFA

La demande éducative n'étant pas encore évidente au Niger, c'est notamment grâce à un enseignement de qualité dispensé aux enfants que les parents sont encouragés à les inscrire et à les maintenir dans le système éducatif. De ce fait, ils permettront aux jeunes générations d'échapper à l'analphabétisme, de s'ouvrir sur le monde et de cultiver le civisme et la culture de la paix et de la tolérance.

OBJECTIF GLOBAL

LES COMPÉTENCES SCOLAIRES DE 1 900 000 ÉLÈVES (DONT 900 000 FILLES) DE QUATRE RÉGIONS DU PAYS SONT DURABLEMENT AMÉLIORÉES PAR LA FORMATION, L'ENCADREMENT DES ENSEIGNANTS ET L'ENGAGEMENT DES COLLECTIVITÉS ET STRUCTURES COMMUNAUTAIRES POUR UNE OFFRE ÉDUCATIVE DE QUALITÉ INCLUSIVE ET SANS DISCRIMINATION

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- les enseignants en formation (élèves-maîtres) reçoivent une formation adéquate et de qualité dans les ENI ;
- les enseignants, principalement les contractuels sans formation initiale, reçoivent une formation ou un encadrement adaptée aux besoins identifiés ;
- les communes et communautés des zones de référence sont impliquées dans la gestion de l'éducation par la mise en œuvre d'initiatives locales visant la qualité ;
- le fonds commun de l'éducation a permis une meilleure orientation du PSEF sur la formation des enseignants et le curriculum, et a assuré sa pérennité par la diversification des sources d'approvisionnement.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- transmission par les écoles normales d'instituteurs, de formations de base adéquates et de qualité ;
- procuration d'un encadrement adapté aux besoins de formation des enseignants ;
- implication des communes et communautés dans la gestion de l'éducation, par la mise en œuvre d'initiatives locales ;
- donner un accès à une éducation de qualité aux enfants réfugiés, déplacés et retournés de la zone d'urgence de Diffa.

Durée du projet

	2014	2015	2016
2017	2018	2019	2020

  Budget
10 789 460 EUR

Coopération suisse
et norvégienne

285
CADRES
FORMÉS

18
MODULES DE
FORMATION
CONÇUS ET
RÉACTUALISÉS

500
PROJETS
D'ÉCOLES
ÉLABORÉS ET
MIS EN ŒUVRE





NIG/801

FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES

Les régions d'Agadez et de Zinder représentent à elles seules presque un tiers des jeunes de 15 à 30 ans du Niger. Ces jeunes sont confrontés aux problèmes d'accès aux opportunités de formations professionnelles, au foncier ainsi qu'à la réticence des institutions financières à leur octroyer des prêts pour leur insertion dans le tissu socioéconomique de leurs régions. Ces facteurs limitent considérablement leur capacité d'auto emploi et leur employabilité dans des emplois salariés entraînant ainsi un taux de sous-emploi et de chômage élevé. Désœuvrés, ces jeunes sont des proies faciles pour le marché lucratif lié à l'immigration irrégulière.

OBJECTIF GLOBAL

AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DES JEUNES DES RÉGIONS DE ZINDER ET D'AGADEZ À TRAVERS LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES PROFESSIONNELLES ET L'AMÉLIORATION DE L'EMPLOYABILITÉ

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer l'employabilité de 6000 jeunes filles et garçons à travers les offres de formations professionnelles et la création des petites entreprises.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- amélioration du pilotage de l'enseignement et de la formation professionnels et techniques aux niveaux central et surtout régional
- amélioration de l'accès des jeunes à une formation diversifiée et aux mesures d'accompagnement favorisant l'insertion professionnelle



 **Budget** } Contribution
Trust Fund
6 900 000 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019
------	------	------	------

300

Établissement et signature d'une Convention de délégation de fonds et de mise en œuvre avec le Fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage pour le déroulement de 300 actions de formation/insertion en faveur de plus de 6 000 jeunes pendant toute la durée du projet

✓

Déroulement de 96 actions de formation autour de huit filières : mécanique motopompe (14), maraîchage (21), embouche (15), transformation – conservation et commercialisation (16), coiffure (8), vannerie (4), laiterie-fromagerie (5) et énergie solaire (13) en faveur de 1 980 apprenants

96

Les opérateurs responsables du déroulement des 96 actions de formation/insertion ont été équipés et dotés de matières d'œuvre et d'outillages nécessaires à la bonne réussite de ces actions de formation

288

ateliers identifiés pour accueillir en stage les apprenants bénéficiaires des formations



NIG/021
NIG/721

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR EAU, HYGIÈNE ET ASSAINISSEMENT, PHASE II - PASEHA 2

Ce projet qui s'inscrit dans le cadre de la politique nationale de développement rural et de réduction de la pauvreté combine deux composantes. L'une, axée sur l'approvisionnement en eau potable et la gestion intégrée des ressources en eau l'autre axée sur la promotion de l'hygiène et de l'assainissement.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT

Dans le cadre de la stratégie de développement accéléré et de réduction de la pauvreté et de la stratégie de développement rural contribuer à améliorer l'accès, de manière durable, à l'eau potable et à l'assainissement ainsi que l'acquisition d'un comportement amélioré en matière d'hygiène des populations rurales et des centres semi-urbains.

Composantes :

- contribuer à améliorer l'accès à l'eau potable ;
- contribuer à l'assainissement ;
- aider à améliorer le comportement des populations rurales et des centres semi-urbains en matière d'hygiène.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable et la gestion intégrée des ressources en eau ;
- la promotion de l'hygiène et de l'assainissement.

8

COMMISSIONS
DE MESURES
HYDROMÉTRIQUES



 Budget NIG/021
1 473 463 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019

Budget NIG/721 } Coopération
2 187 691 EUR } danoise 

Durée du projet

2016	2017	2018	2019

RÉALISATION DE :

34
PUITS
CIMENTÉS RÉHABILITÉS



17
MINI CIRCUITS
D'ACHEMINEMENT
D'EAU
POTABLE

2
STATIONS
DE MESURES
HYDROMÉTRIQUES

85
PUITS
CONSTRUITS

15
CIRCUITS
D'ACHEMINEMENT
D'EAU
POTABLE



SÉNÉGAL

DAKAR



MAURITANIE

MALI

GUINÉE

GUINÉE-BISSAU

5 → 64

COLLABORATEURS
AU SÉNÉGAL

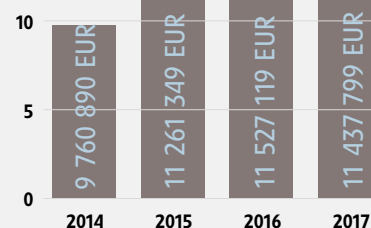
PROJETS EN
EXÉCUTION

11 %

DU MONTANT TOTAL
DES DÉBOURSEMENTS
DE L'AGENCE

11,44 M EUR
MIS EN ŒUVRE
EN 2017

Débursements



Distribution des déboursements par secteurs

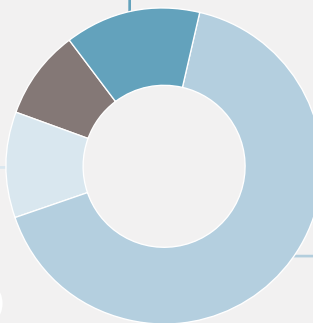


9,26 %
DÉVELOPPEMENT LOCAL

9,26 %



11,03 %



14,05 %



65,66 %



En adéquation avec les politiques et stratégies sectorielles nationales, le programme SEN/027 contribue à l'amélioration de la santé des populations des régions du nord du Sénégal au travers d'un appui à la répartition équitable de l'offre de services et d'un financement adapté et généralisé de la demande en santé (extension des mutuelles de santé). La méthodologie de sa mise en œuvre met l'accent sur le renforcement de l'exécution nationale et sur la quête de la durabilité des acquis.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ ET AU DÉVELOPPEMENT DURABLE AU SÉNÉGAL

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Augmenter l'accessibilité des populations à des soins de santé de qualité, par l'appui à la mise en œuvre du plan national de développement sanitaire en vue d'une efficience accrue des structures opérationnelles.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

Augmentation des performances du secteur en matière de prévention et de lutte contre la maladie.



Durée du projet

2013	2014	2015
2016	2017	2018

Budget

14 490 353 EUR



Finalisation de la stratégie nationale de financement de la santé (snfs) et de son plan de mise en œuvre



Finalisation du document de programmation pluriannuelle des dépenses 2018-2020



Élaboration des textes relatifs à l'ordre des infirmiers



Finalisation de l'annuaire des statistiques 2015 du ministère de la santé et de l'action sociale



Finalisation des comptes nationaux de santé 2013 et lancement de l'élaboration des comptes de santé 2014, 2015 et 2016



Amélioration substantielle de l'organisation et du fonctionnement de la direction de la planification, de la recherche et des statistiques



SEN/028

PROGRAMME D'APPUI À LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET À L'INSERTION

Le SEN/028 est un programme national intervenant à deux niveaux : d'une part, au niveau national, en apportant un appui technique aux différentes directions du ministère de la Formation professionnelle de l'Apprentissage et de l'Artisanat et d'autre part, au niveau local dans la zone de concentration opérationnelle. Le programme est articulé autour du renforcement de quatre axes majeurs : gestion, qualité, accès et appui à l'insertion socioprofessionnelle avec un soutien accru aux instances décentralisées.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ ET AU DÉVELOPPEMENT DURABLE AU SÉNÉGAL

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Contribuer au développement d'une formation professionnelle et technique de qualité, équitablement accessible aux filles et aux garçons et répondant aux besoins du développement économique et social.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- amélioration du pilotage et de la gouvernance du système de formation professionnelle et technique ;
- développement de l'offre des formations professionnelles et techniques qualitativement adaptée aux besoins de l'économie ;
- développement de l'accès à la formation professionnelle ;
- implantation d'un dispositif pérenne d'appui à l'insertion des sortants du système de la formation technique et professionnelle, adossé à une stratégie nationale en matière d'emploi.



Durée du projet

2013	2014	2015
2016	2017	2018

Budget

23 640 622 EUR

5

ÉTUDES
PRÉLIMINAIRES
PORTANT SUR
LES SECTEURS
PRIORITAIRES
RÉALISÉS

16

NOUVEAUX
PROGRAMMES
DE FORMATION
PROFESSIONNELLE
ÉLABORÉS

17

PROJETS
DE FORMATION
ET D'INSERTION
MIS EN ŒUVRE

6



Élaboration de guides pour les maîtres
d'apprentissage ainsi que de cahiers
pour les apprentis

50%



Implantation de l'approche par les compétences dans plus de 50%
des centres de formation professionnelle et technique

3



MISE EN ŒUVRE DES
TRAVAUX DE
CONSTRUCTION
DE TROIS CENTRES
DE FORMATION
PROFESSIONNELLE

MISE EN ŒUVRE DES
TRAVAUX DE
RÉHABILITATION
D'UN LYCÉE TECHNIQUE

Ce programme s'inscrit dans les thématiques suivantes :

- l'aménagement du territoire ;
- l'autonomisation des Collectivités territoriales ;
- le renforcement de capacités des acteurs territoriaux ;
- la gouvernance locale ;
- la participation citoyenne à l'action publique locale.

La modalité d'exécution du programme est amenée à évoluer de manière progressive en fonction des diagnostics organisationnels pour aboutir à une modalité d'exécution nationale si les diagnostics organisationnels sont probants.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ ET AU DÉVELOPPEMENT DURABLE AU SÉNÉGAL

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Appuyer le développement territorial, la décentralisation et la bonne gouvernance dans les trois régions du Nord

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- consolidation du cadre législatif et réglementaire des politiques de décentralisation, de l'aménagement du territoire et de la gouvernance participative ;
- renforcement des capacités des collectivités locales pour exercer de manière fonctionnelle leurs compétences y inclus les compétences transférées dans le cadre de l'Acte III de la décentralisation ;
- expérience pilote dans la région de Louga pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique local des collectivités locales ;
- appui des initiatives de la société civile afin d'améliorer la bonne gouvernance locale et le contrôle citoyen ;
- appui au Médiateur de la République pour renforcer sa présence et son action dans les trois régions de St Louis, Matam et Louga.



Durée du projet

2013	2014	2015
2016	2017	2018

Budget

8 430 095 EUR

550

ACTEURS

TERRITORIAUX DES 3
RÉGIONS NORD

ONT BÉNÉFICIÉ DE
RENFORCEMENT
DES CAPACITÉS

DES PROJETS ÉCONOMIQUES STRUCTURANTS ONT ÉTÉ
FINANCÉS PAR DES TRANSFERTS DE RESSOURCES AUX TROIS
COLLECTIVITÉS DÉPARTEMENTALES DE LA RÉGION DE LOUGA



Remise en exploitation et diversification
des activités de l'abattoir de Dahra



Amélioration des capacités de production
artisanale des acteurs en produits
transformés à Lompoul sur mer



Mise en place d'une unité de transformation
de niébé



SEN/030

PROGRAMME D'APPUI À L'EXÉCUTION NATIONALE DU PIC III | TOME 1

Le PIC III Sénégal-Luxembourg se caractérise par un double changement d'orientation : en effet, il adopte à présent « l'approche programme » et prévoit un recours accru aux modalités d'exécution nationale. Afin de mettre en œuvre ces orientations, le ministère de l'Économie, des Finances et du Plan, en collaboration avec LuxDev, a développé une nouvelle approche favorisant l'exécution nationale en confiant les ressources des composantes sectorielles du programme de coopération bilatérale Sénégal-Luxembourg aux institutions du Sénégal. Il s'agit de l'aide budgétisée.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ ET AU DÉVELOPPEMENT DURABLE AU SÉNÉGAL

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

La gouvernance des institutions nationales en charge de l'exécution du PIC III est renforcée.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- alignement de la budgétisation des secteurs de concentration et des programmes du PIC III sur les politiques publiques, en conformité avec la réforme des finances publiques, liée à l'application des directives de l'UEMOA ;
- alignement des modalités d'exécution du PIC III sur les procédures, les institutions et les acteurs nationaux de la gestion des finances publiques ;
- amélioration des capacités de gestion des marchés, des conventions de financement et des délégations de service public ;
- amélioration de la qualité de la gestion administrative des ministères partenaires du programme de coopération bilatérale Sénégal-Luxembourg.



Durée du projet

2013	2014	2015
2016	2017	2018

Budget

8 176 565 EUR

- Tome 1 : 3 692 565 EUR
- Tome 2 : 4 484 000 EUR

57



Sessions de formation au niveau central et déconcentré



Appui à l'expérimentation et à l'implémentation des innovations du cadre harmonisé des finances publiques : déconcentration de l'ordonnancement, budget-programme, contrôle de gestion, comptabilité des matières



Amélioration des dispositifs de formation en gestion des finances publiques : approche basée sur l'e-learning



Amélioration du niveau de performance opérationnelle du programme à travers l'aide budgétisée



Cadre d'auto-évaluation de la fonction publique (CAF) implanté au Sénégal



Gestion des ressources humaines améliorée et modernisée au sein de trois ministères (MSAS, MHA, MGTDAT)



SEN/030

PROGRAMME D'APPUI À L'EXÉCUTION NATIONALE DU PIC III | TOME 2

La gouvernance de l'eau au Sénégal constitue une problématique importante dans le contexte national, en particulier pour le suivi de la qualité des ressources et de leur usage.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ ET AU DÉVELOPPEMENT DURABLE AU SÉNÉGAL

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer les capacités organisationnelles et de pilotage des services sectoriels d'hydraulique et d'assainissement pour l'amélioration et la pérennisation des services d'eau et d'assainissement des populations rurales.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcement des capacités de bonne gouvernance, de planification et de suivi/évaluation des politiques et programmes sectoriels ;
- assurance d'une gestion intégrée et efficace des ressources en eau en vue de la satisfaction durable des besoins liés à tous les usages ;
- promotion de l'accès universel à l'eau potable à travers le renforcement des infrastructures garantissant la continuité du service public ;
- promotion d'une bonne gestion des eaux usées, des excréta et des eaux pluviales.



Durée du projet

	2013	2014
2015	2016	2017

48

FINALISATION DE LA
MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE
FORMATION
PRIORITAIRE
DONT PRÈS DE 48 AGENTS DU
MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE
ET DE L'ASSAINISSEMENT
ONT DÉJÀ BÉNÉFICIÉ

148

agents ont été formés sur les outils
de sauvegardes environnementales
et sociales et leur intégration dans
la planification des projets

11

RÉALISATION D'UN PLAN DE
GESTION DES RESSOURCES EN
EAU ET DE 11 PLANS D'ACTION DE LA
GESTION INTÉGRÉE
DES RESSOURCES EN
EAU LOCAUX

50

ARTISANS LOCAUX
FORMÉS SUR LES TECHNIQUES
DE RÉALISATION DES
OUVRAGES
D'ASSAINISSEMENT
RURAL



Le Sénégal étant un grand pourvoyeur de candidats à l'immigration clandestine, la formation et l'accès à l'emploi constituent un dispositif essentiel contre l'exclusion, la déscolarisation et l'émigration des jeunes des milieux défavorisés.

OBJECTIF GLOBAL

LE SÉNÉGAL ÉTANT UN GRAND POURVOYEUR DE CANDIDATS À L'IMMIGRATION CLANDESTINE, LA FORMATION ET L'ACCÈS À L'EMPLOI CONSTITUENT UN DISPOSITIF ESSENTIEL CONTRE L'EXCLUSION, LA DÉSCOLARISATION ET L'ÉMIGRATION DES JEUNES DES MILIEUX DÉFAVORISÉS.

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Élargir l'accès des jeunes à la formation professionnelle dans les régions sud et sud-est du Sénégal

AXES DE MISE EN ŒUVRE

Le projet comprend ainsi quatre composantes concernant les régions principales de départ des migrants :

- amélioration de la qualité de l'offre en formation professionnelles
- amélioration de la qualité des formations;
- adaptation des formations aux besoins socioéconomiques
- renforcement des dispositifs d'appui à l'insertion professionnelle et à la formation continue



 **Budget**
19 000 000 EUR

Fonds
fiduciaire
d'urgence

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020

250

MAÎTRES
ARTISANS
SÉLECTIONNÉS
ET FORMÉS
EN PÉDAGOGIE

1 450

JEUNES EN
APPRENTISSAGE

1 200

JEUNES DANS
LEUR PARCOURS
D'INSERTION

125

ARTISANS
ET 320 JEUNES
IDENTIFIÉS DANS DES MÉTIERS
PARA-AGRICILES

100

MEMBRES DES
PERSONNELS
ADMINISTRATIFS
FORMÉS À
L'APPROCHE PAR
COMPÉTENCES

700

jeunes identifiés pour des for-
mations qualifiantes dans les
Projets Formation-Insertion
(PFI)



KOSOVO



3

PROJETS EN
EXÉCUTION

➔ 2 PROJETS EN
FORMULATION

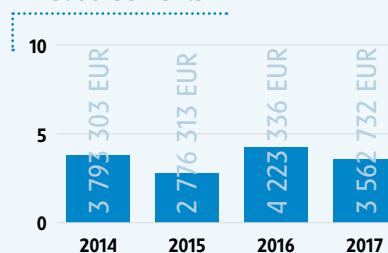
➔ 22 COLLABORATEURS
AU KOSOVO

4%

DU MONTANT TOTAL
DES DÉBOURSEMENTS
DE L'AGENCE

3,56 M EUR
MIS EN ŒUVRE
EN 2017

Débursements



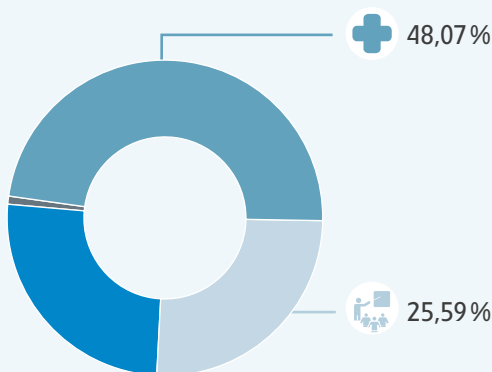
Distribution des déboursements par secteurs



26,35%
DÉVELOPPEMENT LOCAL

25,55%

0,8%





Le projet soutient le ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie du Kosovo dans son effort de modernisation du système d'éducation par des réformes dans le domaine de la formation professionnelle. Le projet se concentre sur la mise en place de deux centres de compétences, l'un pour les services de santé à Ferizaj et l'autre pour l'économie et le commerce à Prizren. Le but principal des centres de compétences est de fournir une formation professionnelle initiale au niveau du secondaire supérieur. En outre, les centres de compétences travaillent en étroite collaboration avec les sociétés privées, afin développer la formation pratique et l'apprentissage en entreprise. Cela permet d'offrir aux entreprises des formations internes ainsi que des formations continues.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE AU TRAVERS DE LA MODERNISATION DU SYSTÈME ÉDUCATIF AU KOSOVO

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Mettre en œuvre une réforme de l'enseignement et de la formation professionnels dans deux Centres de compétence, à Ferizaj et à Prizren

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- réviser et développer les curricula et le matériel didactique et de formation des deux centres de compétences en accord avec les besoins du marché du travail et les lignes directrices du cadre national des qualifications ;
- construire, équiper et rendre opérationnel les centres de compétences à Ferizaj et à Prizren.



Durée du projet

2009	2010	2011	2012	2013
2014	2015	2016	2017	2018

Budget

10310500 EUR



Le projet a joué un rôle de pionnier dans le développement des premières qualifications publiques de niveau 5, dans les domaines des besoins éducatifs spéciaux et de l'orientation professionnelle grâce à un partenariat public-privé entre Pearson Education et le ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie du Kosovo



Élaboration du modèle national d'orientation professionnelle



Renforcement des capacités de 622 enseignants pré-universitaires



Réalisation d'un appui à la formalisation et au développement de partenariats multi-usages entre les centres de compétences et des sociétés renommées



Réalisation d'un appui technique au ministère de l'Éducation, des Sciences et de la Technologie à travers une analyse visant à déterminer les procédures nécessaires à la formalisation des partenariats entre les centres de compétences et d'autres entités privées, sociales et/ou publiques



Instauration des premières activités génératrices de revenus dans les deux centres de compétences



Élargissement de la couverture territoriale des centres de compétences grâce à un partenariat avec des institutions de Pristina

Depuis 2003, le Luxembourg est le principal bailleur impliqué dans le secteur de la santé au Kosovo. Cette nouvelle initiative correspond à la phase II du « programme d'appui au secteur de la santé au Kosovo ». Elle s'appuie sur les réalisations du projet KSV/014 qui visent à soutenir la mise en œuvre de la réforme du secteur de la santé et le développement des capacités de gestion au sein du ministère de la Santé et des établissements de santé, ainsi que la création de nouveaux mécanismes de financement. Alors que le projet KSV/014 a fourni un appui dans le cadre de l'élaboration de la réforme du secteur de la santé et des lois sectorielles clés, le projet KSV/017 se concentrera sur le développement organisationnel, la formation et l'accompagnement du ministère de la Santé vers l'implémentation de la réforme de la santé.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À LA QUALITÉ DES SERVICES DE SANTÉ AU BÉNÉFICE DE LA POPULATION DU KOSOVO

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer les capacités de planification, de leadership et de gestion des acteurs de la santé.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles des acteurs de santé en vue de leur permettre de remplir leurs nouveaux rôles et responsabilités ;
- amélioration de la performance et de la qualité des services de santé dans le secteur public ;
- utiliser efficacement dans les sites pilotes le système intégré d'information sur la santé qui a été mis en place dans toutes les institutions publiques des soins de santé.



 Budget

6 000 000 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019

30



Des cours d'anglais ont été donnés à 30 personnes afin de sélectionner le personnel du secteur



Le projet a fourni un soutien logistique, administratif et financier à la toute première élection indépendante de l'assemblée ainsi que du président de la chambre.

63



Le ministère de la Santé a recruté 63 nouveaux médecins



L'analyse sur les prestations de service de tous les hôpitaux du Kosovo a été finalisée, publiée et présentée

63



établissements de santé de sept municipalités et quatre cliniques du Centre hospitalier universitaire du Kosovo (UCCK) ont été connectés au système d'information sur la santé

4000



Environ 4 000 utilisateurs finaux ont été formés aux applications du système d'information sur la santé



KSV/018

EAU À MITROVICA - PHASE II

KSV/018 est une suite logique au projet KSV/016. Il consolide les résultats obtenus par l'ancienne phase dans le domaine du développement des capacités techniques. De plus, KSV/018 vise à renforcer la capacité de gestion de la Société régionale de l'eau de Mitrovica (MRWC) et à assurer un approvisionnement en eau fiable et durable pour la population desservie.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER AU PROGRAMME DE RECONSTRUCTION DU NORD DU KOSOVO

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Contribuer à la réalisation d'un approvisionnement en eau fiable et durable pour la population desservie par la *Mitrovica Regional Water Company*.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- développer l'organisation et les procédures de la Mitrovica Regional Water Company (MRWC) afin d'en faire une compagnie d'eau orientée client ;
- développer ou remplacer les actifs existants du système régional d'approvisionnement en eau.



Durée du projet

	2014	2015
2016	2017	2018

 Budget
4 500 000 EUR



Des investissements ont été réalisés au niveau des équipements informatiques de la salle des serveurs, ainsi qu'au niveau des d'équipements de sécurité, afin de protéger la base de données des clients et d'éviter des dommages dus à des surtensions électriques inattendues



Des investissements continus ont été faits dans l'amélioration du système d'approvisionnement en eau, au travers du remplacement des anciennes canalisations, la pose de nouvelles canalisations, la rénovation des réservoirs d'approvisionnement en eau et l'extension des zones de comptage existantes



Un fonds d'investissement de réserve, avec des dépenses conditionnées à la réalisation des objectifs de performance fixés, a été créé



Une nouvelle application de facturation mobile a été adoptée et la fonctionnalité de lecture à distance a été étendue



Des mesures pour lutter contre les niveaux élevés de consommation d'eau non facturée ont été mises en œuvre , y compris via l'application de technologies satellites de pointe



L'amélioration continue des conditions opérationnelles de MRWC, permettant un meilleur environnement pour l'absorption du développement des capacités



EL SALVADOR

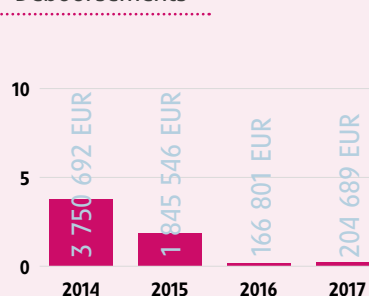


1

PROJET EN
EXÉCUTION

→ 3 COLLABORATEURS
AU SALVADOR

Déboursements



0,2 %

DU MONTANT TOTAL
DES DÉBOURSEMENTS
DE L'AGENCE

0,20 M EUR
MIS EN ŒUVRE
EN 2017

Distribution des déboursements par secteurs



100 %
DIVERS



La coopération entre le Luxembourg et le Salvador a franchi en 2016 une nouvelle étape dans laquelle le Salvador exécute directement les projets financés par le Luxembourg. L'exécution nationale est un grand pas en avant en terme d'appropriation et d'alignement sur les politiques et stratégies nationales pour le gouvernement salvadorien. Cela peut également être un défi quant à la gestion orientée de résultats de développement, car il est nécessaire d'élaborer des cadres d'évaluation des performances et une meilleure gestion des ressources.

OBJECTIF GLOBAL

FOURNIR AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET EUROPÉENNES LUXEMBOURGEOIS ET AUX INSTITUTIONS SALVADORIENNES RESPONSABLES DE L'EXÉCUTION DES PROJETS BILATÉRAUX, UN MÉCANISME D'ASSISTANCE TECHNIQUE CHARGÉ DE LA SUPERVISION ET DU SUIVI DE CES PROJETS.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- établissement de mécanismes de suivi permettant aux institutions salvadoriennes d'améliorer leur gestion des projets bilatéraux et d'augmenter l'efficacité de sa mise en œuvre ;
- représentation de la Coopération luxembourgeoise au Salvador et de liaison avec l'ambassade à Managua ;
- surveillance et soutien direct du Luxembourg au Salvador en se concentrant sur les aspects administratifs et financiers.



 Budget

800 000 EUR

Durée du projet

2016

2017

2018

2019

14

Organisations de la
Société civile participant
à l'élaboration des
politiques publiques
de développement

40

communes

11

départements

33

PROJETS RETENUS
PAR LE FONDS DE
COOPÉRATION
SUD-SUD ET TRIANGULAIRE

26

PROJETS
FINALISÉS
OU EN COURS D'EXÉCUTION

COORDINATION
DE LA MISSION DE
VÉRIFICATION
DES DONNÉES DE
PERFORMANCE
DU PLAN SOCIAL DU GOUVERNEMENT
SALVADORIEN



NICARAGUA



3

→ 44 COLLABORATEURS
AU NICARAGUA

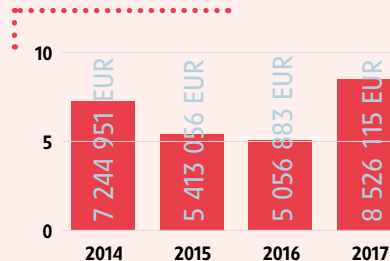
PROJETS EN
EXÉCUTION

8,5 %

DU MONTANT TOTAL
DES DÉBOURSEMENTS
DE L'AGENCE

8,53 M EUR
MIS EN ŒUVRE
EN 2017

Débursements

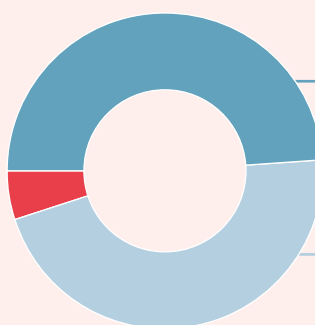


Distribution des déboursements par secteurs



5,02 %
DÉVELOPPEMENT LOCAL

5,02 %





NIC/026

RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN HÔTELLERIE, TOURISME ET INDUSTRIE

Au départ le projet se concentrait sur le secteur de l'hôtellerie et du tourisme et était conçu comme une continuation des précédents projets menés par la Coopération luxembourgeoise dans la formation professionnelle, notamment la construction et mise en service de l'École nationale d'hôtellerie.

Reformulé en 2015 et bénéficiant d'un refinancement en 2017, le projet englobe aujourd'hui, en plus du tourisme et de l'hôtellerie, trois métiers du secteur industriel à savoir la soudure, l'automobile et l'électricité-électronique.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À AMÉLIORER L'EMPLOYABILITÉ DES BÉNÉFICIAIRES DES SERVICES DE L'INATTEC TECHNOLOGIQUE (INATEC)

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer la qualité et accroître la pertinence des services offerts par les centres de formation de l'INATEC

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- améliorer les services d'enseignement technique et de formation professionnelle que l'INATEC offre dans les centres bénéficiaires du projet ;
- renforcer les relations de l'INATEC avec d'autres institutions, le secteur productif et la société en général.



49



Formation de 49 enseignants en hôtellerie et tourisme et de 43 enseignants dans l'industrie

 Budget

13 230 000 EUR

Durée du projet

2014	2015	2016	2017	2018
------	------	------	------	------

4 CENTRES DE
FORMATION
EN COURS DE
RÉNOVATION
ET D'ÉQUIPEMENT

8 JINOTEPE
CHINANDEGA

ACHÈVEMENT
DE LA CONSTRUCTION DE
L'ÉCOLE-HÔTEL
CASA LUXEMBOURG
DE POCHOMIL

14
CENTRES DE FORMATIONS
DE L' INATEC CERTIFIÉS
ISO 9001:2015

6 RENOUVELLEMENTS
8 NOUVELLES
CERTIFICATIONS

ÉVALUATION
À MI-PARCOURS DU
PROJET SOUS FORME
D'AUTO-ÉVALUATION
AVEC LA PARTIE NATIONALE



En plus du renforcement institutionnel, le programme comprend un important volet d'infrastructures avec la construction et l'équipement d'un hôpital de premier niveau dans la commune de El Cuá, la réhabilitation d'une polyclinique à Matagalpa et la réparation des infrastructures hydro-sanitaires d'une centaine d'établissements de santé des départements de Matagalpa et Jinotega.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À LA RÉDUCTION DE LA MORTALITÉ MATERNELLE ET INFANTILE AU NICARAGUA EN ASSURANT LA CONTINUITÉ DES EFFORTS RÉALISÉS DANS LE CADRE DES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- améliorer la qualité et accroître la couverture des services de santé en faveur des habitants de 10 communes des départements de Jinotega et Matagalpa ;
- contribuer à ce que la population nicaraguayenne ait accès à une thérapie transfusionnelle sûre dans les hôpitaux publics bénéficiaires.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- mécanisme mixte de gestion combinant le mode de gestion déléguée et l'exécution en régie ;
- application d'une approche de gestion axée sur les résultats reposant sur des instruments de gestion et indicateurs institutionnels ;
- appui aux processus institutionnels existants par le renforcement des capacités de gestion et l'amélioration de la qualité des interventions
- mise en œuvre et le suivi des activités de promotion du don de sang bénévole et altruiste dans huit départements ;
- mise en réseau et respect de normes techniques dans les services de médecine transfusionnelle des hôpitaux publics.



 Budget

14 118 709 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019



DÉBUT DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE L'HÔPITAL DE EL CUÁ
(MAI 2017)



LIVRAISON DU PREMIER LOT D'ÉQUIPEMENTS DE MÉDECINE
TRANSFUSIONNELLE AU MINISTÈRE DE LA SANTÉ (AOÛT 2017)



RÉALISATION DES ÉTUDES TECHNIQUES POUR LA RÉHABILITATION
DE POLYCLINIQUE TRINIDAD GUEVARA À MATAGALPA

111

AUXILIAIRES EN SANTÉ FAMILIALE ET COMMUNAUTAIRE FORMÉS DANS
LES ZONES RURALES DES DÉPARTEMENTS MATAGALPA ET JINOTEGA

6 400

FORMATION DE 6 400 LEADERS DE LA SANTÉ, BRIGADISTES ET AGENTS
DE MÉDECINE NATURELLE

38

ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ EN ZONE RURALE BÉNÉFICIENT
D'AMÉLIORATIONS DE LEURS INSTALLATIONS HYDRO-SANITAIRES

Le tourisme représente le deuxième secteur pourvoyeur de devises du pays mais son potentiel reste encore faiblement exploité. Depuis 2007, le Luxembourg a financé deux phases du projet de la route du café qui visaient à promouvoir le développement local à travers le tourisme dans cinq départements du nord du Nicaragua. LuxDev a également exécuté le projet de la route coloniale et des volcans dans le cadre d'une coopération déléguée de l'Union européenne, qui concernait six départements de la côte pacifique.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE, À RÉDUIRE LA PAUVRETÉ ET À FAVORISER LA CROISSANCE SOCIOÉCONOMIQUE DE LA POPULATION NICARAGUAYENNE



Lancement officiel du projet

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Contribuer à l'augmentation des arrivées, de la durée moyenne de séjour et des dépenses journalières moyennes des touristes au Nicaragua.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- diversifier et mieux faire connaître les destinations touristiques du Nicaragua sur le marché national et international ;
- améliorer l'offre des produits et des services touristiques dans les territoires ciblés ;
- mener la planification et la gestion touristique durable avec la participation des acteurs publics et privés du secteur au niveau national, régional et territorial.



 Budget

3875 147 EUR

Durée du projet

2016

2017

2018

2019

SIGNATURE
D'UNE CONVENTION DE
DÉLÉGATION
AVEC L'INSTITUT
NICARAGUAYEN DU
TOURISME (INTUR)

3
ASSISTANTS
TECHNIQUES
MIS À DISPOSITION
EN APPUI À **INTUR**



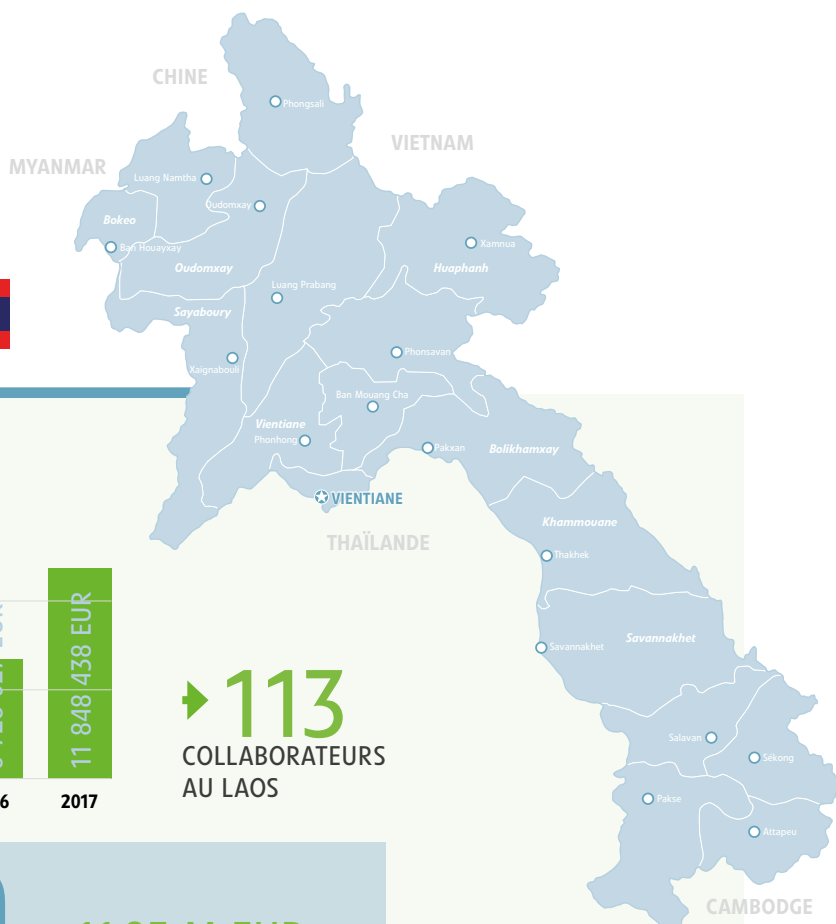
RÉALISATION DES ÉTUDES PRÉPARATOIRES POUR LA RÉNOVATION
DU CENTRE TOURISTIQUE DE XILONEM GÉRÉ PAR L'INTUR



LE TOURISME D'AVENTURE, LES EXPÉRIENCES RURALES ET LES VILLES
COLONIALES SONT IDENTIFIÉS COMME PRODUITS TOURISTIQUES
PRIORITAIRES



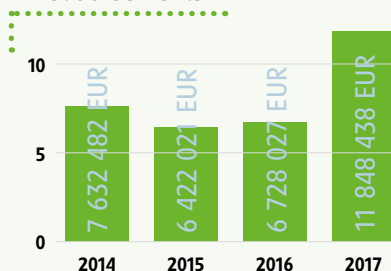
LAOS



7

PROJETS EN
EXÉCUTION

Déboursements



➤ **113**
COLLABORATEURS
AU LAOS

12 %

DU MONTANT TOTAL
DES DÉBOURSEMENTS
DE L'AGENCE

11,85 M EUR
MIS EN ŒUVRE
EN 2017

Distribution des déboursements par secteurs

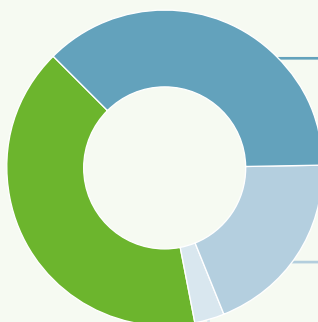


40,19 %
DÉVELOPPEMENT LOCAL

38,93%



1,26%



37,36 %



19,08 %



3,37 %





LAO/026

ASSISTANCE TECHNIQUE AU PROGRAMME SOUM SON SEUN JAI DU FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Le projet LAO/026 fournit une assistance technique au Fonds international de développement agricole (FIAD). Le programme communautaire de sécurité alimentaire et d'opportunités économiques, financé par le projet, a été lancé en 2011 et opère dans la partie nord du Laos. Le programme est exécuté conjointement par le gouvernement de la République démocratique populaire du Laos, le FIDA, le Programme alimentaire mondial et LuxDev.

LuxDev contribue au programme en fournissant une assistance technique par l'intermédiaire de deux conseillers de programme internationaux et de cinq conseillers nationaux. Outre le renforcement de la capacité des agences d'exécution à gérer et à mettre en œuvre efficacement le programme, les conseillers jouent également un rôle déterminant dans l'introduction d'approches et de technologies innovantes dans le programme.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À RÉDUIRE L'EXTRÊME PAUVRETÉ ET LA FAIM

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Assurer une sécurité alimentaire et une génération de revenus durables pour les populations rurales pauvres des villages ciblés.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- garantir l'utilisation de systèmes de production et de conservation intégrés, améliorés et durables pour les agriculteurs des groupes cibles des hautes terres ;
- assurer le fonctionnement efficace des liens vers les marchés ;
- garantir aux agriculteurs un accès durable aux marchés.



 Budget

1 850 000 EUR

Durée du projet

2012	2013	2014
2015	2016	2017

FAITS MARQUANTS

130 000

Grâce à ses initiatives, le projet a touché plus de 24 000 ménages soit environ 130 000 personnes

-30 %

La pauvreté dans les districts ciblés a diminué de 30 %, passant de 57 % à 27 %

-7 %

Les problèmes de retard de croissance dus à la malnutrition ont diminué de 7 %, passant de 38 % à 31 %

-41 %

Parmi les ménages ciblés, ceux souffrant de la faim trois mois par an ou plus ont diminué de 41 %, passant de 62 % à 21 %

774

employés du district de l'agriculture des forêts du bureau provincial ont bénéficié de formations

76

systèmes d'approvisionnement en eau communautaires ont été construits

62

projets d'irrigation à petite échelle ont été construits

97

banques communautaires de riz ont été créées et sont maintenant opérationnelles

220

écoles paysannes ont été créées

140

fonds de développement villageois ont financé et mené à bien 500 petites activités et investissements communautaires bénéficiant directement à 11 639 ménages

176

km de route bénéficiant à 54 villages ont été construits

Le Grand-Duché de Luxembourg soutient le secteur de la santé depuis le début de la coopération entre le Laos et le Luxembourg fin 1997. L'objectif spécifique de la phase précédente (LAO/017) consistait à aider le ministère laotien de la Santé à mettre en œuvre et opérationnaliser sa stratégie à long terme (2000-2020), sa stratégie de soins de santé de base et ses plans de développement du secteur de la santé. En continuité avec son prédécesseur, le LAO/027 se concentre sur la promotion des rôles et des responsabilités du Département provincial de la santé, en vue de faciliter la prestation des soins de santé de base efficaces au niveau des districts et des services de santé maternelle et infantile. Une attention particulière sera accordée à l'élaboration d'une approche de soins de santé axée sur le patient et aux groupes cibles prioritaires tels que les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans.

OBJECTIF GLOBAL

AMÉLIORER L'ÉTAT DE SANTÉ DE LA POPULATION DU LAOS EN METTANT L'ACCENT SUR LA SANTÉ DE LA MÈRE ET DE L'ENFANT AINSI QUE SUR LES TROIS PROVINCES CENTRALES (VIENTIANE, BOLIKHAMXAY ET KHAMMOUANE)

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Soutenir la mise en œuvre de la politique sectorielle actualisée (cadre de réforme du secteur de la santé 2013-2025) avec un accent particulier sur la santé maternelle et infantile, en renforçant les acteurs et les systèmes de santé de district.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- établir le Fonds commun de participation en tant que mécanisme pour renforcer la contribution nationale au financement des activités prioritaires ;
- améliorer la performance des services de santé, en particulier pour les activités de santé maternelle, néonatale et infantile au niveau du district ;
- fournir des conditions techniques adéquates pour soutenir la prestation de services dans les provinces ciblées ;
- renforcer la gouvernance au sein du système de santé grâce à une planification axée sur les résultats et à la gestion des activités de santé des provinces.



Durée du projet				
	2014	2015	2016	
2017	2018	2019	2020	

 Budget
25 400 000 EUR

FAITS MARQUANTS



Le mécanisme participatif conjoint a été mis en place et un cadre juridique provincial officiel pour le mécanisme a été garanti

98 %

La construction de l'hôpital provincial de Bolikhamxay est achevée à 98%

10

étudiants des programmes scolaires de spécialisation en médecine familiale ont obtenu leur diplôme

8

Un ensemble novateur de huit programmes de développement des ressources humaines à court et à long terme a été finalisé en collaboration avec les bureaux de santé provinciaux, le département de la formation et de la recherche du ministère de la Santé et l'université des sciences de la santé.

3

propositions provinciales pour le cycle de financement du mécanisme participatif conjoint 2018, correspondant à un montant total de 1 078 100 EUR, ont été approuvées par le Département de la planification et de la coopération internationale, pour inclusion dans le budget 2018 du ministère de la Santé



Des formations en ligne ont été dispensées sur le système de gestion d'information de la santé dans chacune des provinces du programme

Le projet traite du renforcement des capacités et des priorités de gouvernance définies dans le Programme indicatif de coopération (PIC) 2011-2015 entre le Laos et le Luxembourg. Il est une réponse à une demande spéciale présentée par le gouvernement laotien à son homologue luxembourgeois. Il est consacré au renforcement des capacités des institutions en charge de la gestion de l'aide publique au développement.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À L'AMÉLIORATION DE L'EFFICACITÉ DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT AU LAOS

OBJECTIF SPÉCIFIQUE


Renforcer la capacité de la Direction pour la Coopération internationale, pour gérer efficacement l'aide, établir des partenariats et établir des méthodes de travail efficaces avec les parties prenantes nationales et internationales.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcer la base de compétences organisationnelles, managériales et individuelles du Département de la coopération internationale ;
- veiller à ce que le Département de la coopération internationale puisse conseiller le gouvernement sur l'efficacité des décisions et stratégies de l'aide et de la coopération ;
- renforcer cinq secteurs pilotes de coopération internationale sélectionnés et leur permettre de jouer efficacement leur rôle de gestion de l'Aide publique au développement au niveau provincial.



Durée du projet				
	2014	2015	2016	
2017	2018	2019	2020	

 Budget
860 000 EUR

FAITS MARQUANTS



Le système de gestion de documents a été lancé par une entreprise locale de technologie de l'information



L'inauguration du bâtiment de la Direction pour la Coopération internationale suite aux travaux de rénovation et l'aménagement de mobilier de bureau



Des ateliers axés sur les politiques ont été organisés avec le ministère de la Planification et de l'Investissement, d'autres ministères compétents, des partenaires du développement et le secteur privé

7

Les opérations du Département de la coopération internationale ont été soutenues par la mise en place d'une part, de procédures de gestion des tâches pour sept services et, d'autre part, par une procédure globale pour ce département via la formation et le conseil en gestion de la qualité

110

Des formations sur le leadership et la gestion, l'informatique pour la communication, la rédaction de rapports ou la négociation et la présentation ont été dispensés à plus de 110 personnes

6

membres du groupe de travail de la Direction pour la Coopération internationale, le chef de division en Europe et en Amérique, et le vice-directeur général ont évalué les cinq secteurs provinciaux de la coopération internationale



LAO/029
LAO/729

COMPÉTENCES DANS LE SECTEUR DU TOURISME ET DE L'HÔTELLERIE

Le secteur du tourisme au Laos a connu une croissance rapide. Travailler dans ce secteur, semble représenter pour la population pauvre, l'opportunité la plus intéressante pour profiter des revenus générés par ce marché. Dans cet ordre d'idée le Luxembourg et la Suisse, conjointement avec le ministère de l'Éducation et des Sports du Laos, se sont associés pour mettre sur pied un projet de développement des compétences ainsi que de l'éducation et de la formation professionnelle.

OBJECTIF GLOBAL

PROMOUVOIR UNE CROISSANCE DURABLE ET INCLUSIVE DU SECTEUR DU TOURISME ET DE L'HÔTELLERIE, CONTRIBUANT AINSI À LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Accroître les opportunités des diplômés de trouver un emploi rémunéré ou de poursuivre des études en tourisme et ou en hôtellerie, par l'augmentation et la diversification, au sein de ce secteur, des programmes d'éducation et de formation techniques et professionnelles ainsi que des programmes de développement des connaissances et ce, également pour les personnes issues de milieux défavorisés.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- améliorer la qualité des programmes d'éducation et de formation professionnelles ainsi que ceux de développement des compétences en tourisme / hôtellerie
- valoriser et développer les programmes d'éducation et de formation techniques et professionnelles ainsi que le développement des compétences dans le tourisme et l'hôtellerie
- les personnes issues de milieux défavorisés sont incluses dans les programmes d'éducation et de formation techniques et professionnelles du secteur du tourisme et de l'hôtellerie ainsi que dans les programmes de développement des compétences du secteur.
- mettre en place une gouvernance habilitante, un cadre institutionnel et réglementaire pour l'éducation et la formation techniques et professionnelles ainsi que pour le développement des compétences, en particulier dans le tourisme / l'hôtellerie

3

cadres supérieurs ont été soutenus pour participer à l'Académie des compétences 2017 de l'Organisation internationale du travail sur le thème « Compétences et éducation et formations techniques et professionnelles pour améliorer la productivité, la croissance de l'emploi et le développement »

500

Un accord a été signé avec Swisscontact pour

- développer un programme de formation, pour 500 nouveaux entrants issus de milieux défavorisés, au cours des quatre prochaines années
- développer les connaissances de 500 employés dans les micro, petites et moyennes entreprises du secteur du tourisme et de l'hôtellerie

Durée du projet		
2016	2017	2018
2019	2020	2021

 Budget LAO/029
7 500 000 EUR

 Budget LAO/729
7 500 000 EUR

Coopération suisse

FAITS MARQUANTS

14

Renforcement des capacités de 14 personnes clés du ministère du Travail et de la Protection sociale, du ministère de l'Éducation et des Sports et du ministère de l'Information, de la Culture et du Tourisme



Un système d'information sur le marché du travail a été mis en place au ministère du Travail et de la Protection sociale

52

Contribution à l'amélioration de l'enseignement de la langue anglaise grâce à la création d'une école d'été intensive en langue anglaise avec 52 enseignants participants, le développement d'une application mobile et la fourniture de tablettes aux enseignants

13

enseignants ont effectué un stage professionnel de trois mois dans un hôtel quatre étoiles en Thaïlande

20

enseignants / formateurs (16 femmes et quatre hommes) ont entrepris un programme de formation en entretien ménager

1

enseignant a été soutenu pour l'obtention d'une bourse d'étude au Luxembourg

7

Un programme de formation en entreprise de trois à six mois a été lancé pour sept participants issus de milieux défavorisés

20

participants, dont 16 issus de milieux défavorisés, ont entamé un programme de formation de trois mois en jardinage en hôtellerie

25

De courtes formations d'artisans, comptabilisant 25 participants issus de milieux défavorisés, ont été soutenues

41

Un programme de développement des compétences pour guides touristiques a été fourni à 41 personnes dans le domaine de l'horticulture et de l'écologie



Un soutien a été fourni au bureau permanent du Conseil national de formation pour améliorer son cadre de travail

33

participants issus de milieux défavorisés ont intégré un programme de formation de trois mois dans le domaine de la production alimentaire et des services HORECA

Le Laos a connu une croissance macro-économique rapide au cours de la dernière décennie. Cependant, le développement économique a surtout bénéficié aux populations urbaines et de plaine. Dans les collines, et montagnes, les gens sont de plus en plus en retard par rapport aux populations de plaine en termes de revenus, éducation, santé, nutrition et autres indicateurs sociaux. Ce programme a été conçu afin d'aider à réduire la pauvreté dans les zones les plus défavorisées et contribuer au renforcement la gouvernance locale, la décentralisation et le dialogue politique en faveur du développement des zones défavorisées. Les bénéficiaires principaux sont environ 140 000 personnes de 225 villages cibles sélectionnés selon les taux de pauvreté qui, en raison de la situation démographique, sont pour la plupart des groupes ethniques minoritaires.

OBJECTIFS GLOBAUX

- RÉDUIRE LES NIVEAUX DE PAUVRETÉ AU LAOS
- ENRAYER LA FAMINE ET RÉDUIRE LA MALNUTRITION AINSI QUE LE RETARD DE CROISSANCE DÙ À UN MANQUE D'ALIMENTATION
- AMÉLIORER LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer le niveau de vie et dépasser le seuil de pauvreté dans les villages cibles

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcer la capacité du gouvernement dans le développement local des districts et provinces cibles
- promouvoir l'auto-développement des communautés et l'utiliser dans les villages cibles
- améliorer l'accès à l'infrastructure socio-économique grâce à l'utilisation de fonds supplémentaires dans les villages cibles.



Durée du projet

2017	2018	2019
2020	2021	2022

Budget

23 003 561 EUR

FAITS MARQUANTS

50 000

Cofinancement de matériel d'un montant de 50 000 EUR pour le système d'information sur l'aide publique au développement au Laos du Ministère de la planification et de la gestion des investissements



Des ateliers d'orientation ont été organisés au niveau central et dans toutes les provinces et districts cibles



Appui de la formation du personnel du gouvernement et de celui des programmes sur la gestion administrative et financière, le système d'information géographique et la cartographie, la langue anglaise et l'intégration de la dimension de genre

225

Identification de 225 villages cibles dans 14 districts de 4 provinces

1

manuel de mise en œuvre générale ainsi que les formats des accords de délégation et de mise en œuvre ont été publiés

4

Des accords de délégation pour les infrastructures et les fonds de développement villageois avec les quatre provinces ont été signés pour un total de 6 976 961 EUR

83

infrastructures rurales, y compris des équipements éducatifs et des systèmes d'approvisionnement en eau ont été sélectionnées



LAO/031

PROGRAMME DE SOUTIEN À LA FORMATION ET À L'ENSEIGNEMENT JURIDIQUES AINSI QU'À LA PROMOTION DU CONCEPT DE L'ÉTAT DE DROIT AU LAOS

Le *Legal Sector Master Plan* adopté en 2009 par le Laos établit le cadre permettant le développement des institutions du secteur de la justice en tant que fondement de l'État de Droit. Par ailleurs, parmi les questions transversales abordées par le 8^e Plan national de développement socio-économique du Laos, figure le renforcement de l'efficacité de la gouvernance et de l'administration publiques. Ces objectifs soulignent la nécessité de développer un système de droit complet, harmonisé, clair, fiable et accessible à tous. Des démarches positives ont été déclenchées par le précédent projet LAO/023 financé par le Luxembourg afin de renforcer l'enseignement supérieur dans le secteur juridique.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER AU RENFORCEMENT DE L'ÉTAT DE DROIT AU LAOS

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

- renforcer l'environnement donnant droit à l'accès à la justice
- continuer à renforcer l'éducation et la formation juridiques



AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcer les capacités des « praticiens du droit » ciblés et des fonctionnaires en droit ;
- renforcer les campagnes formelles / informelles de sensibilisation juridique ;
- renforcer la coordination entre les universitaires et les praticiens ;
- développer de nouveaux curricula conformes aux normes et aux exigences de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est ;
- améliorer les compétences des enseignants ciblés ;
- améliorer la gestion et la gouvernance de la Faculté de droit et des sciences politiques de Vientiane et de la Faculté de droit et d'administration de Champassak.

Durée du projet

2017	2018	2019
2020	2021	2022

Budget

5 000 000 EUR

FAITS MARQUANTS

CRÉATION
D'UN BUREAU PROJET
À LA FACULTÉ DE DROIT ET
DE SCIENCE POLITIQUE DE
VIENTIANE

PLAN DE TRAVAIL
ANNUEL ET
BUDGET POUR 2018



Recrutement du personnel du projet et configuration des procédures administratives



MYANMAR



INDE

CHINE

BANGLADESH

LAOS

THAÏLANDE

Golfe du Bengale

Océan indien

Mandalay

Taunggyi

NAYPIDAW

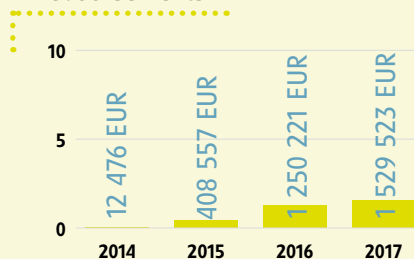
Magwe

Yangon

2

PROJETS EN EXÉCUTION

Débursements



36

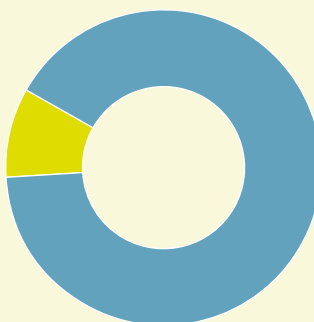
COLLABORATEURS AU MYANMAR

Distribution des déboursements par secteurs



9,03%
DÉVELOPPEMENT LOCAL

9,03%



90,97%

1,5%

DU MONTANT TOTAL DES DÉBOURSEMENTS DE L'AGENCE

1,53 M EUR

MIS EN ŒUVRE EN 2017





MYA/001

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES DANS LE SECTEUR DE L'HÔTELLERIE ET DU TOURISME

Le Myanmar connaît, depuis ces deux dernières années, une libéralisation économique et politique qui se traduit par une augmentation importante de la venue dans le pays du nombre de touristes internationaux.

Le projet vise à fournir aux hommes et femmes en situation économique précaire, les capacités et l'expérience dont ils ont besoin pour pouvoir accéder aux nombreuses offres d'emploi du secteur de l'hôtellerie et du tourisme

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À ATTEINDRE L'OBJECTIF DU PLAN DIRECTEUR DU TOURISME 2013-2020, EN MAXIMISANT LA CONTRIBUTION DU SECTEUR DE L'HÔTELLERIE ET DU TOURISME À LA CRÉATION D'EMPLOIS ET À LA GÉNÉRATION DE REVENUS

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Renforcer les capacités des ressources humaines et promouvoir la qualité des services dans le secteur du tourisme, en mettant l'accent sur la conception et la mise en œuvre d'une stratégie et d'un plan d'action à long terme, pour le développement des ressources humaines, afin de répondre aux besoins actuels et futurs du secteur en termes d'emploi.



AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcer les capacités organisationnelles et les compétences des ressources humaines du ministère de l'Hôtellerie et du Tourisme ;
- renforcer les capacités opérationnelles des institutions d'éducation et de formation existantes et nouvelles ;
- renforcer les compétences des personnels de tourisme actuels.



Durée du projet

2015	2016	2017
2018	2019	2020

Budget

5 000 000 EUR

271



employés du ministère de l'Hôtellerie et du Tourisme ont bénéficié de formations (31% en langue anglaise, 31% en connaissances touristiques, 31% en compétences managériales et professionnelles, 7% en technologies de l'information et de la communication)



L'achèvement de la Stratégie et du plan d'action de développement des ressources humaines du tourisme du Myanmar (2017-2020) et sa publication sur le site web officiel du ministère de l'Hôtellerie et du Tourisme en anglais et en birman



La création du centre de formation de Nay Pyi Taw

73



étudiants ont reçu leur certificat en « tourisme et hospitalité »

140



unités de supervision et de gestion ont été élaborées conformément à l'Autorité nationale des normes de compétence

288



jeunes ont été formés dans les services de restauration, de ménage et de réception

L'État oriental de Shan est un cas exceptionnel de désavantage dans un pays qui connaît de nombreux défis culturels, politiques, économiques et environnementaux. Étant donné que le projet MYA/002 a une orientation géographique et démographique spécifique avec un développement technologique, une innovation et un pilotage très importants, une modalité de financement direct pendant les premières années de mise en œuvre est appliquée via des structures de gestion locales, une expertise technique et une facilitation dispersée dans les secteurs / districts ciblés. L'une des principales hypothèses sur laquelle repose la stratégie du projet MYA/002 est que la coopération graduelle et l'interdépendance nécessaire dans les nouvelles activités permettent d'améliorer progressivement les attitudes et les pratiques en matière d'organisation sociale et civique, constituant les fondements du respect mutuel, du partage des ressources, du développement communautaire et de la gouvernance éclairée.

OBJECTIF GLOBAL

PROMOUVOIR DES GROUPES, DES COMMUNAUTÉS, DES INSTITUTIONS ET DES SYSTÈMES INCLUSIFS, COHÉSIFS ET DURABLES AU PROFIT DE LA POPULATION RURALE DE L'ÉTAT ORIENTAL DE SHAN

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

- améliorer les moyens et les ressources des activités légales de subsistance des communautés locales ;
- promouvoir l'interaction, l'interdépendance, la coopération et la capacité de développement communautaire de la gouvernance participative.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- garantir l'accès à une eau saine et abordable ;
- élargir l'accès aux sources d'électricité durables ;
- augmenter la qualité et la quantité des voies et réseaux routiers ;
- augmenter la productivité agricole des sols, de l'eau, des personnes et des capitaux ;
- élargir et perfectionner l'éducation formelle et non formelle et l'alphabétisation dans les langues pertinentes ;
- rendre disponibles des télécoms modernes et abordables.



Durée du projet

2017	2018	2019
2020	2021	2022

Budget

10 000 000 EUR



Signature conjointe du protocole par le Luxembourg et le Département du développement rural le 12 décembre 2017

Réalisation de progrès en ce qui concerne les préparatifs du démarrage du projet



L'achèvement du recrutement du personnel de terrain



La réalisation avec succès d'enquêtes détaillées dans 67 villages cibles



L'organisation de deux formations de suivi (cours d'introduction) pour le personnel du projet et du Département du développement rural



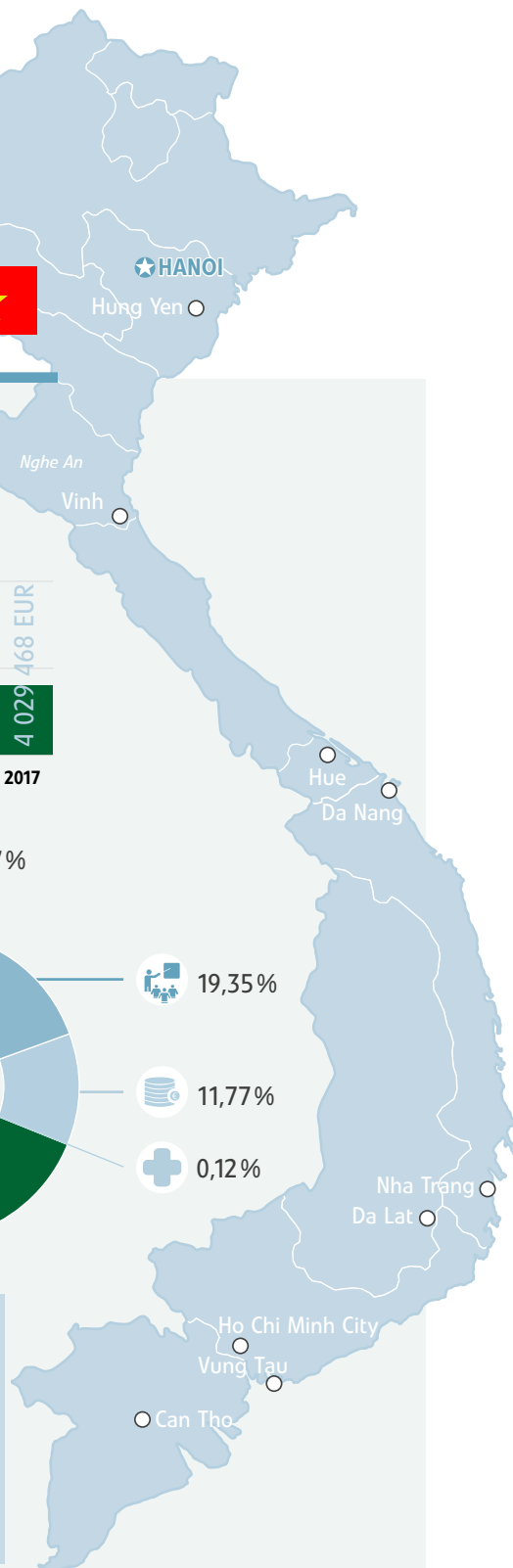
L'achèvement des enquêtes de base



L'achèvement des principaux documents de suivi, y compris la matrice de suivi et d'évaluation et les définitions détaillées des 27 indicateurs du projet



VIETNAM

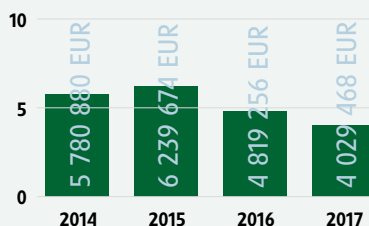


6
PROJETS EN
EXÉCUTION

➔ **2**
PROJETS EN
FORMULATION

➔ **30**
COLLABORATEURS
AU VIETNAM

Déboursements

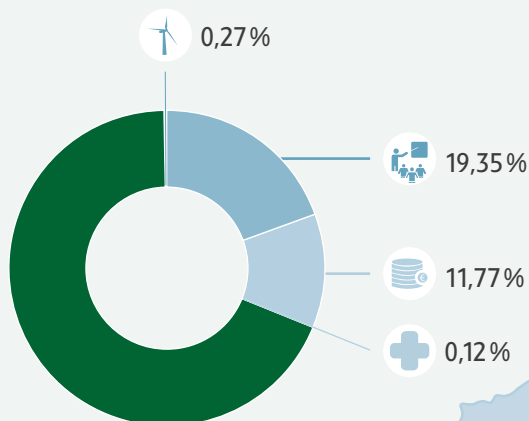


Distribution des déboursements par secteurs



68,49%
DÉVELOPPEMENT LOCAL

68,49%



12%

DU MONTANT TOTAL
DES DÉBOURSEMENTS
DE L'AGENCE

4,03 M EUR
MIS EN ŒUVRE
EN 2017





VIE/032

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LE SECTEUR FINANCIER

Le marché des valeurs mobilières au Vietnam a fait face à de nombreux défis. La gouvernance d'entreprise et la gestion des risques doivent encore être améliorées, d'autant plus que des problèmes de violation de marché contribuent à un manque de confiance des investisseurs. Parmi les défis, la Commission d'État des valeurs mobilières doit obtenir davantage de pouvoirs, tant au niveau juridique que dans ses capacités de gouvernance. Par ailleurs, les capacités d'intervention de son personnel doivent être renforcées, notamment en ce qui concerne la supervision, l'inspection et l'application de procédures. Le projet vise à soutenir le renforcement des capacités du secteur financier, au travers du renforcement de la Commission d'état des valeurs mobilières et ce, dans le but de fournir une base solide et stable au secteur financier pour soutenir une croissance économique dynamique.

OBJECTIF GLOBAL

RENFORCER LE DÉVELOPPEMENT D'UNE ÉCONOMIE DYNAMIQUE DOTÉE D'UN SECTEUR FINANCIER SAIN

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Consolider le marché des valeurs mobilières du Vietnam conformément à la stratégie du gouvernement portant sur la période 2011-2020

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- un cadre juridique et de gouvernance amélioré pour le marché des valeurs mobilières ;
- initiatives dans le domaine de la formation et de l'éducation, permettant une meilleure compréhension du marché des valeurs mobilières ;
- amélioration de la qualité des opérations et de la négociation sur le marché des valeurs mobilières.



 Budget
3 860 000 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019	2020
------	------	------	------	------



UN ATELIER SUR LE DÉVELOPPEMENT DU CADRE JURIDIQUE DU MARCHÉ DES VALEURS MOBILIÈRES AINSI QUE DES VALEURS MOBILIÈRES ELLES-MÊMES, A ÉTÉ ORGANISÉ



UNE ASSOCIATION VIETNAMIENNE DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE A ÉTÉ CRÉÉE ET UN EXPERT DU PROJET DE L'INSTITUT LUXEMBOURGEOIS DES ADMINISTRATEURS (ILA) A DONNÉ UN ATELIER SUR LES «CONFLITS D'INTÉRÊTS» AUX DIRIGEANTS DE LA COMMISSION D'ÉTAT DES VALEURS MOBILIÈRES.



LES ACTIVITÉS DES ANCIENS ÉTUDIANTS ONT ÉTÉ DÉVELOPPÉES EN COLLABORATION AVEC LA MAISON DE LA FORMATION



L'ÉVALUATION DES BESOINS / L'ÉTUDE DE FAISABILITÉ POUR L'ENSEMBLE DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (IT) DE LA COMMISSION D'ÉTAT DES VALEURS MOBILIÈRES POUR 2016-2020 A ÉTÉ RÉALISÉE



VIE/033

DÉVELOPPEMENT LOCAL ET ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LA PROVINCE DE HUÉ

Le projet est bâti sur les succès du projet VIE/023 Quang Dien (2007-2012) et intervient dans 29 communes avec des populations pauvres et vulnérables de trois districts (Quang Dien, Phu Vang et Phu Loc) de la province de Hué. Les 400 000 bénéficiaires du projet vivent sur 124 000 ha de terres et 22 000 ha du lagon. Le projet vise à renforcer, adapter et protéger les moyens de subsistance et les biens des gens par rapport aux diverses manifestations du changement climatique. Le projet met un accent particulier sur la participation locale, qui permet aux ménages d'être plus créatifs et autonomes en fonction de leurs aspirations, capacités et ressources.

OBJECTIF GLOBAL

SOUTENIR DES MODÈLES DURABLES, ÉQUITABLES ET EFFICACES DE RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ ET D'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS ENVIRONNEMENTAUX ET CLIMATIQUES DANS LE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE DES COMMUNES LAGUNAIRES ET CÔTIÈRES DE TROIS DISTRICTS

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Réduire le taux de pauvreté dans les zones les plus pauvres et réduire les dégâts dans les zones les plus vulnérables.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- améliorer la capacité des communautés et du personnel du gouvernement dans le cadre du développement socio-économique adaptatif et de la réduction de la pauvreté ;
- renforcer la protection, la disponibilité, la résilience et l'utilisation durable des ressources naturelles ;
- diversifier les activités de production et les rendre plus efficaces et compétitives.



Durée du projet

2013	2014	2015
2016	2017	2018

Budget

8 000 000 EUR

2 225



ménages ont quitté le seuil de pauvreté

13



associations de pêche sont maintenant pleinement fonctionnelles. Une nouvelle loi sur la pêche a été votée, dans laquelle le droit est donné aux organisations de la société civile, telles que les associations de pêche, d'être responsables de la cogestion des ressources et des activités aquacoles à l'échelle nationale



Le modèle de planification locale participative adapté au climat, qui a été soutenu par le projet, a maintenant été intégré dans les plans quinquennaux de développement socio-économique du gouvernement

76 %



Grâce à divers modèles de culture et d'aquaculture, ainsi qu'à l'accès aux prêts dans le cadre du fonds renouvelable, environ 76,1 % des femmes dans les communes ciblées ont amélioré leur accès aux opportunités économiques et/ou ont renforcé leurs moyens de subsistance

-92 %



Grâce la création de clubs pour l'égalité des sexes, les rapports sur les incidents de violence sexiste ont été réduits de 92 %

92,5 %



des élèves du primaire et du secondaire dans les communes cibles ont amélioré leurs connaissances sur le changement climatique et la réduction des risques en cas de catastrophe

5 338



hectares de terres productives sont désormais mieux protégés contre les effets du changement climatique grâce à des travaux d'infrastructure

29 155



ménages dans les communes ciblées ont bénéficié, d'une manière ou d'une autre, des travaux d'infrastructure rurale réalisés

567



hectares ont été désignés zone de conservation pour la pêche et les ressources aquatiques sont désormais bien mieux gérées et protégées



Le projet constitue la seconde phase de l'appui de la Coopération luxembourgeoise au lycée de formation professionnelle de Bac Kan. Il vise à consolider les acquis de la première phase, ainsi qu'à améliorer la gestion du Lycée via des activités génératrices de revenus qui participeront à assurer sa pérennité financière. Enfin, il vise également à offrir un programme éducatif qui réponde aux besoins du marché du travail.

OBJECTIF GLOBAL

FAVORISER LA CRÉATION D'EMPLOIS ET LE DÉVELOPPEMENT DES MOYENS DE SUBSISTANCE EN TENANT COMPTE DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES ET DU CONTEXTE SOCIOCULTUREL DE LA RÉGION DU NORD DU VIETNAM

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Faire du lycée de formation professionnelle de Bac Kan une école attractive, correctement gérée et financièrement solide, qui dispense un enseignement et une formation professionnels répondant aux exigences et opportunités du marché du travail de la région ainsi qu'aux attentes socioculturelles de la population locale.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- améliorer la gestion globale du Lycée de formation professionnelle de Bac Kan ;
- développer, pour le lycée de formation professionnelle de Bac Kan, un programme éducatif orienté vers les besoins du marché et des clients.

LE PROJET A AIDÉ

LE LYCÉE À INTÉGRER DES TRAVAUX PRATIQUES DANS SES FORMATIONS

CONSTRUCTION D'UN ESPACE DE DÉMONSTRATION POUR LA FORMATION SUR LA PRODUCTION DE LÉGUMES ACCESSIBLE AUX AGRICULTEURS ET AUX ÉTUDIANTS

ACQUISITION D'UNE VOITURE D'OCCASION SERVANT DE MATÉRIEL DIDACTIQUE POUR LES ÉTUDIANTS EN INGÉNIERIE MÉCANIQUE



Durée du projet

2015	2016	2017
2018	2019	2020

Budget

2 400 000 EUR

12



responsables et responsables adjoints de département du Lycée de formation professionnelle de Bac Kan ont participé à un voyage d'étude pour visiter le Collège de Technologie de Ho Chi Minh, qui est un collège professionnel d'excellence au Vietnam, pionnier en termes de structure de gestion, de pratiques et d'autonomie

9



Un voyage d'étude a été organisé pour visiter le collège professionnel de Dalat à l'intention de neuf directeurs et enseignants du lycée de formation professionnelle de Bac Kan afin d'étendre leurs connaissances et partager leurs expériences

387



enseignants et membres du personnel ont suivi différentes formations techniques avancées et ont acquis de nouvelles compétences

11



enseignants et membres du personnel ont reçu un soutien dans le cadre de leur maîtrise ou baccalauréat

60



Environ 60 enseignants et membres du personnel ont bénéficié quotidiennement de cours d'anglais

✓



Le conseil consultatif du collège a été établi afin de veiller à l'amélioration du programme d'études, des résultats d'apprentissage des étudiants et des programmes de formation professionnelle.

333



étudiants se sont inscrits aux prochaines sessions de formations



ASSISTANCE TECHNIQUE AU PROJET D'APPUI À TAM NONG DU FIDA DANS LA PROVINCE DE TUYEN QUANG

La Coopération luxembourgeoise au développement s'est engagée à fournir une assistance technique et éventuellement d'autres types de soutien pour accroître l'efficacité et l'efficacé du prêt du Fonds international de développement agricole dans la province de Tuyen Quang. Le projet du Fonds international de développement agricole aide un certain nombre de provinces, y compris celle de Tuyen Quang, à mettre en œuvre des réformes institutionnelles en faveur des pauvres. Ces réformes s'appuient notamment sur la promotion des entreprises agroalimentaires à travers une approche participative ascendante, décentralisée et populaire. Une attention particulière est portée aux minorités ethniques, en particulier celles qui vivent dans des zones reculées et montagneuses, pour lesquelles l'écart des revenus ruraux s'accroît.

OBJECTIF GLOBAL

**AUGMENTER LA QUALITÉ DE LA VIE MATÉRIELLE ET SPIRITUELLE DES
POPULATIONS RURALES, EN PARTICULIER CELLES VIVANT DANS LES
ZONES LES PLUS DÉFAVORISÉES**

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Participation économique continue et rentable de 73 800 ménages de minorités ethniques et de ménages ruraux pauvres vivant dans 117 communes pauvres

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- renforcer l'environnement politique et institutionnel pour engager le secteur privé dans la mise en œuvre du projet de Tam Nong et pour mettre en œuvre des innovations efficaces et durables, orientées en faveur des pauvres et ce, en mettant l'accent sur les minorités ethniques ;
- stimuler les services (publics et privés) motivés par la demande et axés sur la chaîne de valeur pour connecter les ménages pauvres des minorités ethniques aux opportunités du marché ;
- faire en sorte que les ménages pauvres et issus de minorités ethniques dans les communes et villages du projet bénéficient d'opportunités rentables et durables.



Durée du projet

2014	2015	2016	2017
------	------	------	------

Budget

2 000 000 EUR



Organisation de formations sur les techniques de production d'aliments sains



Soutien de l'amélioration de la production de thé en restructurant deux usines de transformation du thé, ainsi que trois installations d'emballage conduisant à une augmentation de 30% du revenu



Le projet a fourni de meilleurs matériaux d'emballage et d'étiquetage des produits agricoles



Le programme a financé la mise en place de deux points de vente de produits agricoles, ainsi que la participation aux foires agricoles



Contribution à la mise en place d'une installation de traitement des eaux usées dans le cadre de la fabrication de vermicelles faits à base de marante (plante). Cette installation permet de réduire le niveau toxique des eaux usées



VIE/036

IRRIGATION À CAO BANG - UTILISATION RATIONNELLE DE L'EAU ET DE L'AGRICULTURE

Le projet fait suite au projet d'irrigation Nam Tuan (2006 à 2010) et soutient les départements du ministère de l'Agriculture et du Développement Rural en charge de piloter les innovations servant de base à la restructuration et au renforcement des capacités du secteur agricole. En fournissant des fonds de développement communaux pour améliorer les routes inter-villages et faire de petits travaux d'irrigation, il renforce les capacités de priorisation, de planification et de mise en œuvre des communes. Il formalise l'expérience acquise pour faciliter la reproduction et renforcer les capacités dans d'autres communes. La mise en œuvre systématique des travaux de construction par les contreparties au moyen d'accords de délégation, permet au projet de contribuer au renforcement des capacités des acteurs en termes d'évaluation des performances et d'amélioration des systèmes et procédures.

OBJECTIF GLOBAL

SOUTENIR DES FILIÈRES DURABLES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DANS LES ZONES MONTAGNEUSES DE LA PROVINCE DE CAO BANG

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Développer la gestion efficace des ressources naturelles et financières axée sur la production agricole, tout en répondant aux besoins des minorités ethniques et d'autres segments de la population en difficulté

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- optimiser, diversifier et augmenter la résilience des systèmes de production agricole ;
- augmenter la disponibilité de l'eau pour les systèmes de production agricole ;
- soutenir activement les producteurs et les fournisseurs de services pour qu'ils investissent dans la planification et la gestion des systèmes de production agricole.



Durée du projet

2015	2016	2017
2018	2019	2020

Budget

5 500 000 EUR

11



produits ont été identifiés pour valoriser la chaîne de développement dont trois ont été certifiés par le Département Qualité du ministère de l'Agriculture et du Développement rural



La connectivité au marché a été établie par l'établissement d'un point de vente au marché de Cao Bang à Hanoï

4255



mètres de routes ont été construits en utilisant les fonds de développement communaux

2



Grâce à la construction / réhabilitation de quatre systèmes d'irrigation à petite échelle, les agriculteurs ont pu faire deux récoltes par an au lieu d'une seule sur 64,05 ha de terre

3



des quatre communes pilotes ont mis en œuvre des travaux d'irrigation à petite échelle grâce à un accord de partage des coûts avec le projet



VIE/037

PROJET DE SANTÉ PULMONAIRE AU VIETNAM

L'intervention proposée s'inscrit dans la stratégie de sortie de la Coopération luxembourgeoise du Vietnam et vise à renforcer des partenariats au-delà de la coopération traditionnelle en mettant en place une coopération dans le domaine de la recherche médicale entre la Integrated BioBank of Luxembourg (IBBL) et les deux principaux hôpitaux du Vietnam en matière de maladies pulmonaires, à savoir le National Lung Hospital à Hanoï (NLH) et l'Hôpital Pham Ngoc Thach à Ho Chi Minh City (PNTH).

Durée du projet

2016	2017	2018	2019
------	------	------	------

Budget

1 500 000 EUR

OBJECTIF GLOBAL

RENFORCER LES CAPACITÉS DU PERSONNEL DE SANTÉ EN ANATOMO-PATHOLOGIE DE CES DEUX HÔPITAUX AFIN DE PRÉVENIR LES MALADIES PULMONAIRES AU VIETNAM

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer la qualité du diagnostic relatif à la tuberculose et au cancer des poumons au sein des deux hôpitaux en question.

**PROJET EN ATTENTE
DE VALIDATION**

AXES DE MISE EN ŒUVRE

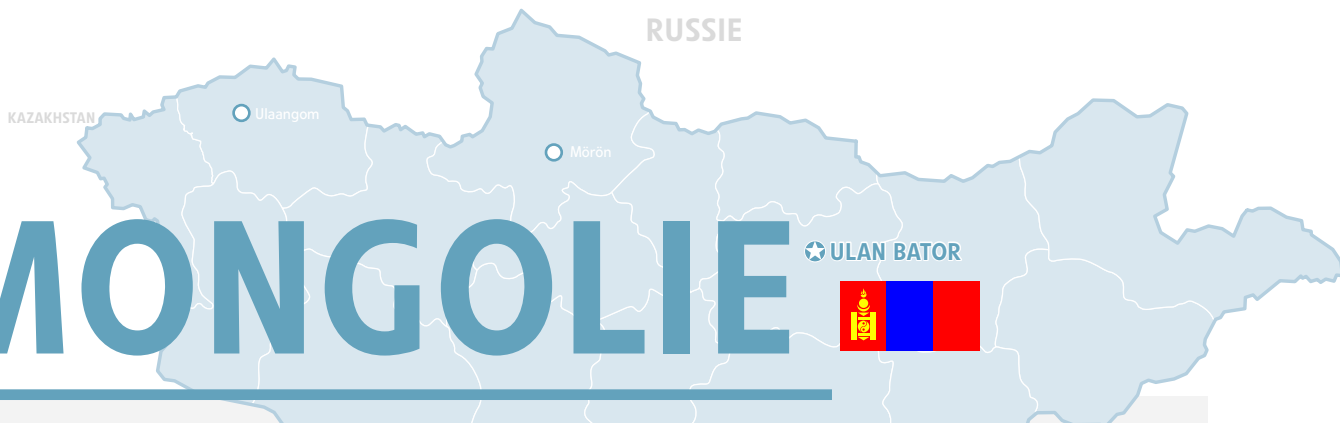
- développer les installations de laboratoire et l'équipement des deux hôpitaux pour les mettre aux normes internationales ;
- développer les capacités des pathologistes et des techniciens chargés de poser des diagnostics ayant trait à la tuberculose et au cancer des poumons afin qu'ils atteignent un niveau de compétence répondant aux standards internationaux ;
- poser les fondements d'une collaboration future dans le domaine de la recherche scientifique et médicale entre le Vietnam et le Luxembourg.

AUTRES PROJETS



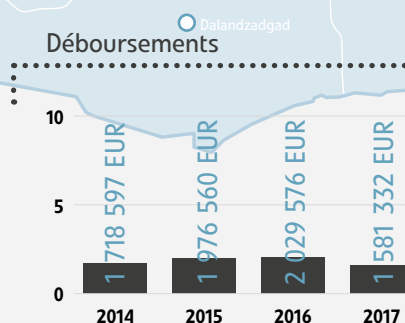


MONGOLIE



1
PROJET EN
EXÉCUTION

→ **2** COLLABORATEURS
EN MONGOLIE



1,6 %

DU MONTANT TOTAL
DES DÉBOURSEMENTS
DE L'AGENCE

1,58 M EUR
MIS EN ŒUVRE
EN 2017

Distribution des déboursements par secteurs



100 %
SANTÉ



Ce projet, qui appuie le secteur de la santé en soutenant la lutte contre les maladies cardiovasculaires, a été conçu comme l'ultime phase d'une intervention qui a démarré en 2002 et qui s'est déroulée au cours de trois phases précédentes. Par conséquent, l'accent est mis sur le renforcement des capacités visant à garantir un transfert de responsabilité en ce qui concerne la gestion des activités du projet. Dans la continuité des phases précédentes, les bénéficiaires directs du projet sont tous les hôpitaux impliqués à travers le pays ainsi que le Centre national de cardiologie. Les bénéficiaires finaux sont quant à eux les patients souffrant de maladies cardiovasculaires ainsi que l'ensemble de la population mongole qui pourra à l'avenir profiter de la mise à niveau du Centre national de cardiologie et tous les services cardiovasculaires du pays.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER À AMÉLIORER LA SANTÉ DE LA POPULATION MONGOLE

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Améliorer les services de santé au niveau des maladies cardiovasculaires dans tout le pays et en particulier au Centre national de cardiologie.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- consolidation du réseau national de télémédecine ;
- renforcement des activités de chirurgie cardiaque ;
- consolidation des activités de diagnostic et de prévention des maladies cardiovasculaires ;
- développement et renforcement des fonctions stratégiques et de gestion du Centre national de cardiologie.



 Budget

3 000 000 EUR

Durée du projet

2017	2018	2019	2020

FAITS MARQUANTS

130

patients ont été suivis
régulièrement

897

urgences cardiaques ont été
traitées

33

médecins ont participé à un
programme de formation
express

1 130

stents coronaire ont été
implantés à des patients

250

Plus de 250 professionnels de
la santé ont assisté à la 15e
conférence annuelle nationale
sur la santé cardiovasculaire

130

Une campagne nationale
contre l'hypertension
artérielle a été lancée et suivie
d'une formation pour 130
spécialistes sur les diagnostics
et les traitements liés à
l'hypertension artérielle



Différentes campagnes de
sensibilisation ont été menées
envers le grand public



MAE/013

ASSISTANCE TECHNIQUE AU FORESTRY AND
CLIMATE CHANGE FUND (FCCF) DU LUXEMBOURG
MICROFINANCE AND DEVELOPMENT FUND

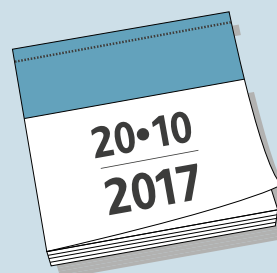
Le projet MAE/013 met à disposition du FCCF une assistance technique pour lui permettre de constituer son portefeuille d'investissement focalisé sur les forêts dégradées et secondaires d'Amérique centrale.

OBJECTIF GLOBAL

**APPUYER LE FCCF POUR IDENTIFIER DES OPPORTUNITÉS
D'INVESTISSEMENT DANS DES FORÊTS DÉGRADÉES OU SECONDAIRES
ET RENFORCER LES CAPACITÉS DES PROPRIÉTAIRES À GÉRER LEURS
FORÊTS DE FAÇON DURABLE**

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- réaliser des études de faisabilité pour étudier notamment la productivité des forêts et les chaînes de valeurs existantes ;
- promouvoir la certification FSC des forêts ;
- former les forestiers à la gestion sylvicole durable ;
- capitaliser et partager des connaissances sur les modèles commerciaux adaptés aux spécificités des forêts tropicales secondaires ;
- développer des indicateurs sociaux et environnementaux qui permettent d'assurer un monitoring d'impact ;
- appuyer la réflexion sur l'évolution nécessaire du cadre légal ;
- contribuer au Luxembourg et au niveau international à l'intérêt croissant pour le financement climatique.



Le FCCF a officiellement été
lancé le 20 octobre 2017

3

premières propositions d'investissement ont été
soumises au Comité d'investissement du FCCF
fin 2017

Durée du projet

2015	2016	2017
2018	2019	2020

Budget

2 000 000 EUR

2 ÉTUDES IMPORTANTES MENÉES

1

La première porte sur le taux de croissance des forêts secondaires et constitue un outil indispensable pour l'évaluation de la rentabilité des projets.

2

La deuxième concerne les interventions sylvicoles spécifiques pour gérer durablement les forêts secondaires. L'étude est traduite en guide didactique qui sert de référence pour la formation des intervenants forestiers.





MAE/014

BUSINESS PARTNERSHIP FACILITY (BPF)

Depuis plusieurs années, le secteur privé est de plus en plus reconnu comme partenaire indispensable pour atteindre les objectifs fixés en matière de développement.

Ainsi, ce programme consiste à encourager, à travers une facilité de financement appelée Business Partnership Facility, le secteur privé luxembourgeois et européen à s'associer avec des partenaires – publics ou privés – présents dans les pays en développement pour mettre en place des projets commerciaux durables.

OBJECTIF GLOBAL

CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET À LA CROISSANCE INCLUSIVE DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

OBJECTIF SPÉCIFIQUE

Créer de la valeur à travers le renforcement des synergies à vocation commerciale et le transfert de savoir-faire entre opérateurs privés du nord et acteurs du sud.

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- lancement annuel d'un appel à projets avec un processus de sélection en deux étapes ;
- sélection et suivi des projets en collaboration entre le ministère des Affaires étrangères et européennes, le ministère de l'Économie, la Chambre de commerce et LuxDev ;
- projets conçus, développés, présentés et portés par le secteur privé luxembourgeois ou européen.
- partenariats entre le secteur privé luxembourgeois/européen et des acteurs privés, publics ou de la société civile des pays en développement ;
- quatre secteurs d'activité – biohealth, TIC, fintech, éco-innovation – auxquels s'ajoutent pour l'appel 2018 l'économie circulaire et la logistique ;
- la BPF cible tous les pays en développement éligibles à l'aide publique au développement, tels que définis par le Comité d'aide au développement de l'OCDE. Parmi les presque 150 pays concernés à travers le monde, ceux où le Luxembourg est présent sont privilégiés ;
- les critères d'évaluation sont basés sur les standards sociaux établis par la Commission européenne en 2014 dont l'impact du projet sur la réalisation d'objectifs de développement, le principe d'additionnalité du cofinancement, la neutralité du cofinancement qui ne doit en aucun cas créer de distorsions du marché ciblé, l'intérêt commun entre partenaires, l'effet de démonstration ainsi que le respect des normes sociales, environnementales et fiscales ;
- cofinancement de la BPF sous forme de don à hauteur de maximum 50 % du coût du projet avec un plafond de 200 000 EUR ;
- respect des règles dites « de minimis ».

 Budget

3 000 000 EUR

Durée du projet

2016	2017	2018	2019

ÉCO-INNOVATION

production de soie en fibre végétale au Sénégal

chaîne de valeurs pour des épices bio au Népal

énergie renouvelable au Cabo Verde

BIOHEALTH

recherche clinique pour lutter contre des maladies tropicales en Éthiopie et au Myanmar

TIC

cybersécurité pour les instituts de microfinance au Sénégal

développement d'un logiciel informatique pour la sécurité routière



Le projet de plateforme d'aide en ligne à la rédaction de business plans auprès de la Maison de l'Entreprise du Burkina Faso a été finalisé en 2017

4

Secteurs d'activité sont actuellement couverts par des projets variés et prometteurs

- Biohealth
- TIC
- Fintech
- Éco-innovation

8 PROJETS
COFINANCÉS
DANS 6 PAYS
DIFFÉRENTS



AFR/820

AFRICAN INTERNET EXCHANGE SYSTEM (AXIS)

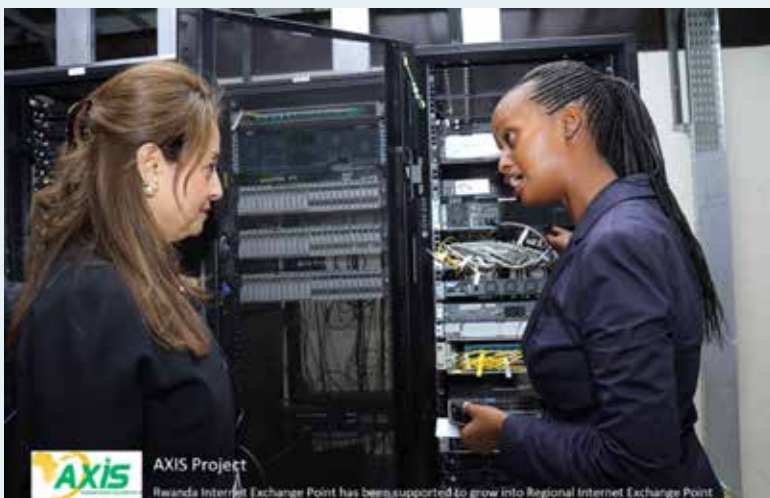
Le développement des technologies de l'information et de la communication est un élément indispensable pour le développement économique et social de l'Afrique sub-saharienne. AXIS s'insère comme l'un des projets phares dans le Plan d'Action régional pour l'Économie de la Connaissance.

OBJECTIF GLOBAL

FACILITER LA MISE EN PLACE D'UN RÉSEAU DE POINTS D'ÉCHANGE INTERNET (INTERNET EXCHANGE POINTS - IXP) NATIONAUX ET RÉGIONAUX ET D'OPÉRATEURS INTERNET RÉGIONAUX ET CONTINENTAUX EN AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

AXES DE MISE EN ŒUVRE

- appui du développement institutionnel des intervenants de la communauté Internet à travers deux séries de 30 ateliers de renforcement des capacités :
 - arrangements organisationnels et meilleures pratiques ;
 - aspects techniques et administration des IXP.
- appui aux IXP en matériel initial ;
- appui initial financier pour faciliter l'appairage des fournisseurs d'accès Internet au niveau régional ;
- appui au développement des réglementations et politiques d'interconnexion.



Durée du projet			
2011	2012	2013	2014
2015	2016	2017	2018

 **Budget**
5 100 000 EUR

Fonds fiduciaire UE
Afrique pour les
infrastructures

5



Le développement des points d'échange internet régionaux a démarré dans les cinq régions

2



communautés régionales procèdent au développement des réglementations d'interconnexion

30

APPUI FOURNI À 30
PAYS ET CONSENSUS
SUR LA MISE EN PLACE
D'IXP PAR TOUS

15

INTERNET
EXCHANGE
POINTS NATIONAUX
SONT À CE JOUR
OPÉRATIONNELS

2017

RÉCAPITULATIF DES FONDS MIS EN ŒUVRE DANS LES PAYS D'INTERVENTION (EUR)

	Budget total*	Déboursés 2017	Déboursés 2016
BUREAU BURKINA FASO			
Total Bureau	123 419 219	14 491 461	11 065 995

BUREAU CABO VERDE			
Total Bureau	73 777 016	3 379 303	3 826 254

BUREAU MALI			
Total Bureau	98 668 606	13 271 445	9 714 550

BUREAU NIGER			
Total Bureau	172 287 521	24 711 948	18 588 092

BUREAU SÉNÉGAL			
Total Bureau	73 874 886	11 437 799	11 527 118

BUREAU KOSOVO			
Total Bureau	34 320 500	3 562 732	4 223 336

	Budget total*	Déboursés 2017	Déboursés 2016
BUREAU RÉGIONAL DE VIENTIANE			
Total Bureau	155 272 661	17 407 429	12 797 504
Laos	96 213 561	11 848 438	6 728 027
Myanmar	15 000 000	1 529 523	1 250 221
Vietnam	44 059 100	4 029 468	4 819 256

	Budget total*	Déboursés 2017	Déboursés 2016
BUREAU RÉGIONAL DE MANAGUA			
Total Bureau	52 559 856	8 730 804	5 223 684
Nicaragua	37 359 856	8 526 115	5 056 883
El Salvador	15 200 000	204 689	166 801

	Budget total*	Déboursés 2017	Déboursés 2016
GESTION DIRECTE			
Total	27 722 319	3 058 266	3 568 563
Afrique régionale	5 100 000	56 187	1 845
Europe	933 361	-	-
Mongolie	13 436 184	1 581 332	2 029 576
Autres (formation, etc.)	8 252 774	1 420 747	1 537 142

Total	811 902 584	100 051 184	79 801 436
--------------	--------------------	--------------------	-------------------

* Programmes et projets en phase de formulation et exécution en 2017.



LUXDEV

A 10, rue de la Grève | L-1643 Luxembourg

T +352 29 58 58 1 | F +352 29 58 58 200 | E contact@luxdev.lu



facebook.com/LuxDevHQ

luxdev.lu



Agence luxembourgeoise pour la
Coopération au développement